

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : L'Avenir de la population belge, par M. Fernand Baudhuin. — Grande-Bretagne (Chronique de l'étranger). — Chronique : Le Congo et la crise. Mouvements d'or en Allemagne. — Statistiques.

L'AVENIR DE LA POPULATION BELGE

par Fernand Baudhuin

Professeur à l'Université de Louvain.

I. — Un des phénomènes les plus importants à prévoir dans les pays industriels et à civilisation matérielle avancée, est la régression de la population autochtone. Jusqu'à présent, l'Allemagne, la Belgique et même la France ont encore des excédents de naissances sur les décès. Mais, dès aujourd'hui, il faut s'attendre à la disparition de ces excédents, puis à leur remplacement par un déficit de naissances ; sauf immigration, la population de l'Europe Occidentale et même Centrale va cesser de croître, et ensuite elle commencera à diminuer.

Les chiffres relatifs à l'année 1930 semblent devoir démentir cette tendance. En France, on enregistre, par exemple, un excédent de 100.000 naissances, contre un excédent de 13.000 décès en 1929. Les statistiques belges et allemandes, actuellement incomplètes, donneront des résultats du même genre. Mais il ne s'agit là que d'un accident. D'une part, en France et en Belgique, le léger relèvement de la natalité est en rapport avec la grande prospérité des années 1928 et 1929. D'autre part, dans tous les pays, la mortalité de 1929 avait été anormalement élevée, par suite de l'hiver très rigoureux.

Nous avons tenté d'établir, en ce qui concerne l'avenir de notre population, des calculs dont les résultats demeurent largement sujets à réserve, mais sont moins hypothétiques qu'on ne pourrait le croire. Ils font toucher du doigt la situation où nous sommes aujourd'hui et celle où nous allons nous trouver un jour. Malheureusement, nous n'avons en Belgique comme point de départ que les statistiques du recensement de 1920 dont nous sommes déjà fort éloignés, et qui surtout datent d'une époque très proche de la guerre, où beau-

coup de facteurs importants étaient encore en mouvement.

D'autre part, ce calcul exigerait que l'on dispose de tables de mortalité correspondant réellement aux conditions existantes dans notre pays. Or, nous ne possédons pour la Belgique que de vieilles tables, périmées de toute évidence. Faute de mieux, nous avons utilisé les tables françaises dressées d'après les décès de 1920 à 1923 (1). Pour tenir compte des progrès récents de la médecine et de l'hygiène, nous avons pris pour base la mortalité féminine, plus réduite que la mortalité masculine. La vie moyenne accordée aux femmes par cette table est de 56 ans, au lieu de 54 aux deux sexes réunis, et 52 aux hommes. La confrontation de nos résultats avec le chiffre de la population calculée pour 1929 a semblé montrer qu'en estimant la vie moyenne à 56 ans, nous étions encore un peu au-dessous de la réalité.

Quoi qu'il en soit, c'est donc sous réserves, et en gardant la possibilité de modifier nos chiffres après la publication du recensement de 1930, que nous donnerons les indications contenues dans cet article.

Un raisonnement fort simple, appelant des retouches mais cependant exact dans ses grandes lignes, montrera que la diminution de la population est bien l'aboutissement inévitable des conditions démographiques actuelles. Pour qu'une population se maintienne stable, il faut qu'elle donne une moyenne de trois enfants par mariage. Deux enfants remplacent les parents, et le troisième compense la disparition de ceux qui meurent sans arriver à l'âge du mariage, ou qui demeurent célibataires. Les naissances doivent être plus nombreuses

(1) *Annuaire Statistique*, volume XLIV, Paris, 1928, pp. 12-19.

encore dans les pays où l'on se marie plus tard, et où la mortalité infantile est plus élevée. Voici, en effet, le pourcentage de célibataires parmi les morts :

Proportion des célibataires parmi les morts :

Belgique (1920)	43 %
France (1926)	31 %
Allemagne (1927)	32 %
Italie (1928)	52 %

Le chiffre relatif à la Belgique se rapportant à 1920, date du dernier calcul établi, il est anormalement élevé par suite des plus nombreuses naissances consécutives à la guerre. Par ailleurs, on n'ignore pas qu'une forte natalité est, toutes choses égales d'ailleurs, une cause de forte mortalité de célibataires ; c'est ainsi que l'Italie arrive à 52 p. c., ce qui exigerait quatre naissances pour maintenir la population stationnaire.

Ajoutons qu'une certaine correction est nécessaire pour tenir compte des remariages de veufs ou de divorcés ; on peut admettre de ce fait que pour maintenir une population stable, le nombre des enfants nécessaires est en réalité de 2,7 par mariage au lieu de 3. Or, voici comment se présente ce rapport pour les pays de civilisation matérielle très avancée :

Naissances par mariage (1928) :

Allemagne	2
Belgique	2
France	2.2
Angleterre	2.2

Le cas de l'Italie est assez complexe, étant donné l'importance de l'émigration. D'après le pourcentage des célibataires parmi les morts, elle devrait avoir 4 naissances par mariage pour se maintenir, et elle n'en a que 3,8. Mais des corrections sont nécessaires, et au surplus elle pourra encore réduire sa mortalité infantile, actuellement assez élevée. Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux qu'elle ne disposera plus, dans un avenir plus ou moins lointain, d'excédents de population à exporter.

La menace dont nous parlons est actuellement masquée par le fait que l'âge moyen des habitants est relativement bas. Cette situation se présente dans les pays à population croissante, du moins lorsque cette croissance est due à l'afflux des enfants ; elle persiste pendant un certain temps après que la natalité a fléchi, parce qu'il faut à la nation le temps de vieillir. C'est à ce stade que nous sommes. Il en résulte que la mortalité est anormalement réduite, et le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants anormalement élevé. Mais au fur et à mesure que le nombre des vieillards augmentera, la mortalité s'élèvera ; à l'excédent de naissances succédera un excédent de décès.

Le moment où le déficit apparaîtra variera d'après les pays. Ceux qui ont depuis longtemps une natalité très basse y parviendront les premiers. C'est le cas de la France, qui semble y arriver déjà ; la Belgique suivra au bout d'un certain nombre d'années. L'Allemagne, qui a gardé plus tard une forte natalité, résistera plus

longtemps, mais cédera finalement. Le Bureau Statistique du Reich vient, en effet, de faire des calculs minutieux en vue de déterminer quelle serait la population de ce pays à l'avenir. En possession de tables de mortalité toutes récentes, et de la répartition de la population par âge, cette administration pouvait établir avec un minimum de risques d'erreur, la population probable au cours des cinquante années qui vont venir.

L'Allemagne, qui comptait au début de 1931 près de 65 millions d'habitants, et en gagne 400.000 chaque année jusqu'à présent, atteindrait son maximum, quelque peu inférieur à 70 millions, en 1960. A partir de ce moment, la régression commencerait, assez lente cependant au début ; en 1980, il resterait 68 1/2 millions d'habitants en Allemagne.

En réalité, la régression sera plus prompte et plus vive. Cette estimation suppose que la natalité, c'est-à-dire le nombre de naissances par rapport à la population totale, ne fléchira pas. Mais elle fléchira, par suite de la diminution du pourcentage de femmes en âge d'avoir des enfants. En raison de la forte natalité qui prévalait encore il y a 20 ou 30 ans, la proportion d'adultes jeunes est aujourd'hui anormalement élevée.

En Belgique et surtout en France, le plafond de la population sera atteint beaucoup plus vite. La France y est déjà pratiquement, nous le montrerons plus loin ; ses excédents actuels sont dus à peu près entièrement à l'afflux d'étrangers jeunes, qui lui donnent des naissances en plus grand nombre, et abaissent l'âge moyen de la population. En Belgique, l'excédent des naissances est encore relativement considérable (40.000 par an). Mais cependant le plafond sera atteint assez vite.

Il faut prévoir en effet, en Belgique comme en Allemagne, un nouveau fléchissement du nombre des naissances. Dès à présent, il est déjà en cours. Les enfants viennent naturellement surtout chez les jeunes ménages ; or, le grand nombre des mariages qui ont suivi la guerre a donc quelque peu forcé le nombre des naissances depuis dix ans, et ce stimulant tend aujourd'hui à disparaître.

Il y a plus grave. Le nombre des naissances dépend, cela va de soi, de celui des mariages récents ; or, le fléchissement de la nuptialité s'annonce de façon permanente et irrémédiable. Les 71.000 mariages et remariages que nous avons actuellement sont le fait de personnes âgées en moyenne de 23 ou de 25 ans, c'est-à-dire nées vers 1905. Il y avait alors 190.000 naissances environ ; il a donc fallu 2,7 naissances à cette date pour donner un mariage ou remariage aujourd'hui.

En 1935, se marieront des gens nés en moyenne en 1910 ; comme il n'y avait plus alors que 176.000 naissances, il n'y aura plus, toutes choses égales d'ailleurs, que 66.000 mariages, et sans doute 132.000 naissances, d'après la cadence actuelle de 2 naissances pour un mariage. En 1950, quand se marieront les gens nés en 1925, il n'y aura plus, d'après le calcul précédent, que 58.000 mariages et 116.000 naissances.

Il y aura une période plus déficitaire encore, celle qui correspond aux naissances de guerre, de 1940 à

1945. Les naissances tomberont alors au-dessous de 100.000, toujours conformément au même calcul.

Le caractère irrémédiable de cette régression est indiqué par le tableau que voici, et qui donne, calculé d'après la méthode utilisée dans toute cette étude, le nombre de personnes âgées de 20 à 30 ans, susceptibles donc d'avoir des enfants. On y voit que nous sommes en ce moment au point le plus favorable, et que nous allons l'abandonner bientôt.

Population de 20 à moins de 30 ans :

1910	1.238.000
1920	1.287.000
1930	1.370.000
1940	1.070.000
1950	1.240.000
1960	1.100.000

La réduction de la mortalité infantile, revenue de 14 à 9 p.c. depuis vingt ans, apporte un certain correctif aux résultats de ces calculs. Un même nombre de naissances donnera lieu plus tard à un plus grand nombre de mariages, et partant, de naissances après vingt-cinq ans. Mais, par contre, la proportion adoptée comme base est forcée par l'existence d'un trop grand nombre de jeunes ménages, ce qui constitue une compensation au moins partielle. Une autre compensation doit être observée dans le fait que le nombre des mariages est actuellement trop élevé, semble-t-il, vu les naissances d'il y a vingt-cinq ans. Il est probable qu'il est enflé artificiellement parce que l'on se marie de plus en plus tôt; mais, bien entendu, ce facteur n'agira pas indéfiniment, il y a une limite.

On peut d'ailleurs présenter la situation actuelle de la Belgique sous un aspect plus saisissant. La classe née en 1905 comptait environ 190.000 naissances; elle ne donne que 146.000 enfants quand vient son tour de procréer. Elle ne comblera donc le vide qu'elle causera en disparaissant, qu'à concurrence des trois-quarts, mettons de 80 p. c. en tenant compte de la réduction de la mortalité infantile.

Sur ces bases, voici donc comment nous avons estimé le chiffre des naissances probables d'ici quarante ans. Mais il ne s'agit que des naissances de parents belges, à l'exclusion des immigrés, qui, comme nous le dirons plus loin, deviendront de plus en plus nombreux.

Le tableau qui suit suppose naturellement que la politique et les habitudes ne se modifient pas en ce qui concerne le nombre des enfants. Il tient compte de la réduction de la mortalité infantile, mais non des compensations signalées plus haut; il donne donc des estimations maxima.

Naissances probables (moyennes décennales)

1931-1940	136.000
1941-1950	110.000
1951-1960	112.000
1961-1970	98.000

Le relèvement de la période 1950 à 1960 surprend à première vue. Mais c'est qu'au cours de la période précédente la natalité s'était trouvée anormalement

abaissée par suite de la guerre de 1914-1918. Se marieront alors, en effet, notamment les personnes nées de 1915 à 1920 — où, comme nous l'avons dit, les naissances furent largement déficitaires.

Les chiffres que nous venons de donner indiquent naturellement une natalité insuffisante pour compenser la mortalité. Au fait, quelle natalité faut-il pour y parvenir?

Tout dépend de la mortalité, cela va sans dire, et la proportion de naissances nécessaires à la stabilité d'une population varie selon les époques et les pays. Au temps où la vie moyenne était de 40 ans, il fallait chaque année un apport égal au quarantième du nombre des habitants, soit 25 pour mille. Actuellement, la vie moyenne est de quelque 56 ans; les naissances doivent donc représenter le cinquante-sixième de la population, soit 18 pour mille, sensiblement la proportion de l'Allemagne, de la France et de la Belgique. A première vue, la natalité de ces pays paraît encore suffisante.

Mais nous venons de montrer qu'elle devait baisser, à moins d'un changement dans la mentalité. Le coefficient de natalité par rapport à la population est actuellement faussé par le nombre anormal de femmes en âge d'avoir des enfants, la seule chose à considérer en cette matière. Ces pays ont peu d'enfants, et peu de vieillards encore; la proportion d'adultes est donc exceptionnellement élevée. Au cours des prochaines années, elle va décroître, et avec elle forcément la natalité.

Quoi qu'il en soit, il faut donc prévoir en Belgique la continuation du fléchissement du nombre des naissances. La tendance sera faible au début, puis elle s'accélérera, à partir surtout de 1940. Sauf apport étranger, nous descendrons de 18 à moins de 15 naissances ou peut-être même de 13 naissances pour mille.

II. — Pendant que le nombre des naissances fléchira, comme nous venons de le dire, celui des morts augmentera. De nouveaux progrès de la médecine et de l'hygiène pourraient retarder le moment où cette tendance triomphera, mais ils ne pourront nous y faire échapper.

L'âge moyen de la population augmenté, nous vieillissons. Précédemment, le grand nombre des naissances et l'accroissement de la population faisaient que le pays était peuplé d'hommes jeunes. Actuellement ce n'est plus le cas. On a calculé qu'en Allemagne, on devait prévoir un nombre de vieillards deux fois plus élevé dans trente ans, pour une population presque identique. Il en sera de même chez nous, même plus vite qu'en Allemagne.

La mortalité est conditionnée par des facteurs démographiques assez complexes. La Belgique compte actuellement chaque année quelque 105.000 morts, ce qui semble constituer un progrès par rapport à l'avant-guerre, où avec une population moindre, on enregistrait ordinairement plus de 110.000 morts. Mais ce fait est dû principalement à la diminution de la mortalité infantile. Toutes choses égales d'ailleurs, une forte natalité s'accompagne toujours d'une forte mortalité, étant donné les nombreux décès de la première année.

Par ailleurs, nous avons dit plus haut qu'une faible natalité élève l'âge moyen de la population, ce qui, après un certain temps, augmente la mortalité. En ce moment, la Belgique a encore une mortalité anormalement basse; au lieu des 18 pour mille qui seraient indiqués pour une population stationnaire, nous n'avons que 13 ou 14 pour mille. Mais ce taux va augmenter, et faire face à un coefficient supérieur à la normale. Voici, en effet, comment se présentent les résultats d'un calcul que nous avons fait en nous basant sur la mortalité actuelle, mais en tenant compte de l'âge de la population. Ceci, sans les réserves faites au début de cet article, vu l'insuffisance des données statistiques indispensables.

Nombre moyen de morts à prévoir:

1931-40	116.000	soit 14.5	pour mille
1941-50	130.000	» 16.2	»
1951-60	135.000	» 17.3	»
1961-70	140.000	» 18.8	»

Il s'agit là, notons-le, de moyennes décennales approximatives. Pas plus que le calcul des naissances, celui-ci ne tient compte des immigrés; pour la commodité des calculs, nous avons écarté Eupen-Malmédy, la décomposition par âge de sa population ne figurant pas au recensement de 1920.

Il résulte donc de tout cela que la Belgique connaîtra à bref délai l'équilibre des naissances et des décès, puis le déficit des naissances. La population belge arrive à un maximum. Elle y sera peut-être vers 1940. Après

cette époque commencera une lente régression, qui ensuite s'accélénera. Le calcul très approximatif que voici donnera une idée de ce que pourra être la Belgique d'ici 40 ans, abstraction faite de l'apport des immigrés.

Population belge probable, d'après les naissances et les décès (1):

1930	7.910.000
1940	8.110.000
1950	7.910.000
1960	7.680.000
1970	7.255.000
1980	6.725.000
1990	6.240.000
2000	5.760.000

La France, pays de basse natalité depuis longtemps, est déjà arrivée au point où pratiquement sa population autochtone cesse de progresser. En dépit de l'assimilation et de la naturalisation rapides, des grandes facilités d'option ou d'acquisition de la nationalité, le nombre des Français diminue, ainsi qu'il appert au tableau que voici. Afin de rendre les chiffres comparables, nous avons, d'une part, ajouté 1.700.000 habitants aux chiffres d'avant la guerre, pour tenir compte de la réintégration de l'Alsace-Lorraine; nous avons ajouté, d'autre part, aux chiffres d'après-guerre, 1.400.000 habitants pour compenser les pertes subies de 1914 à 1918. Il résulte de cela que le nombre des Français, après avoir atteint 40.171.000 en 1911, était revenu en 1926 à 39.646.000, dont il fallait déduire 1.400.000 morts de la guerre.

Mouvement de la population de la France

ANNÉES	Population légale totale (y compris à toutes les dates l'Alsace-Lorraine)	Etrangers	Français	Français (y compris les 1.400.000 morts de la guerre)
1901	40.661.000	1.038.000	39.623.000	39.623.000
1906	40.952.000	1.009.000	39.943.000	39.943.000
1911	41.304.000	1.133.000	40.171.000	40.171.000
1921	39.210.000	1.550.000	37.660.000	39.060.000
1926	40.744.000	2.498.000	38.246.000	39.646.000

Ce résultat est dû, naturellement, à l'insuffisance de la natalité pendant la guerre; actuellement, la France a de nouveau des excédents. Mais ils sont imputables pour la plus grande partie à l'apport des étrangers immigrés.

On a essayé récemment en France d'établir quel était le nombre des naissances dues aux étrangers, et leur intervention dans les décès. Les chiffres, qui ne sont pas absolument complets, concernent l'année 1927 et viennent d'être publiés (1).

Le nombre de naissances d'étrangers serait de 62.000, sur 744.000. Mais ce chiffre ne contient pas les enfants nés de mère française et de père étranger, parce qu'ils

sont Français depuis la loi du 10 août 1927. Comme il semble en exister 15.000, le total serait de 77.000. Quant au nombre des décès d'étrangers, il serait compris entre 30 et 35.000. On peut donc estimer l'excédent des naissances étrangères à 40.000 sur les 68.300 enregistrés pour 1927.

Nous ignorons comment les choses se présentent depuis lors. L'année 1929 vit, par suite de l'hiver rigoureux, un excédent de 13.000 morts, alors que 1930 donna un excédent de 100.000 naissances. Si nous prenons une moyenne, il reste peu de chose pour un excédent proprement français, surtout étant donné que le nom-

(1) « Statistique du mouvement de la population », tome VII, 1^{re} partie, Paris, 1930.

(1) Non compris Eupen-Malmédy (62.000 habitants) et les immigrés de la période postérieure à 1920. La répartition par âge de la population d'Eupen-Malmédy n'est pas connue.

bre des étrangers n'a pas cessé d'augmenter jusqu'en 1930.

Les calculs esquissés plus haut ne nous permettent cependant pas de dire ce qu'en fait sera la population de la Belgique. La population d'un pays ne dépend qu'assez peu de sa natalité, et de ses excédents de naissances. Elle est conditionnée par les possibilités d'emploi que l'on trouve dans le pays en question. Lorsque la main-d'œuvre manque, elle vient de l'étranger ; quand elle est en excès, elle émigre. Livrée à ses seules forces, la France verrait sans doute sa population reculer ; mais le nombre des étrangers qui s'y rendent fait augmenter malgré tout le nombre des habitants.

La population de la Belgique dépendra de l'activité industrielle du pays.

Si nous supposons que non seulement cette activité se maintiendra, mais qu'elle progressera encore, nous devons admettre que l'immigration étrangère va s'intensifier. L'afflux de ces dernières années n'est donc pas un mouvement temporaire ; c'est, au contraire, l'amorce d'une vaste transformation ethnique, qui affectera tout l'ouest de l'Europe, et en particulier la France et la Belgique.

On sait que la France, consciente du danger qu'elle court, s'efforce de hâter l'assimilation des étrangers. La loi du 10 août 1927, citée plus haut, poursuit ouvertement ce but. Aussi, le nombre des acquisitions de nationalité a été de 72.000 en 1928 et de 71.000 en 1929 ; celui des naturalisations, respectivement de 16.500 et de 14.000. Dans ces conditions, les statistiques divisant la population en Français et en étrangers n'auront bientôt plus de signification.

D'où viendrait l'afflux des immigrants ? L'Italie pourrait en fournir pendant plusieurs dizaines d'années encore, mais guère au delà. Elle suit, en effet, le même chemin que les autres nations ; sa natalité recule progressivement, et dès aujourd'hui elle ne permet plus d'entrevoir qu'un statu quo, pour un avenir assez éloigné. L'immigration italienne s'étendra probablement dans le Midi de la France, comme elle le fit déjà une première fois au début de l'ère chrétienne. C'est peut-être la Pologne qui fournira le contingent d'émigrants que le vide de nos pays appellera.

Nos pays seraient ainsi destinés à devenir progressivement slaves ; la France a déjà commencé. Cette immigration atténuerait naturellement les dommages signalés plus haut, mais elle ne les ferait pas entièrement disparaître.

L'immigration à prévoir aura comme conséquence de modifier fortement les chiffres donnés plus haut, en ce qui concerne la natalité, la mortalité et la population. Les étrangers apporteront avec eux leur mentalité, et leur natalité plus élevée qui relèvera celle de la Belgique. D'autre part, cet afflux d'hommes jeunes maintiendra la mortalité plus bas qu'elle ne le serait sans cela. Nos chiffres ne doivent donc être retenus que comme des tendances.

Il reste cependant qu'en toute hypothèse la natalité des autochtones baissera, et que l'augmentation de la population ne sera plus celle du passé. Ceci aura une

influence sur beaucoup de choses et notamment sur les finances publiques.

Jusqu'ici, l'augmentation ininterrompue des dépenses et des dettes publiques a été rachetée par l'augmentation du nombre des contribuables. Ainsi furent effacées bien des fautes financières qu'on devait croire inexpiables. Dans un avenir plus ou moins lointain, il n'en ira plus de même, à moins que l'afflux de l'étranger non seulement compense notre déficit, mais aussi fasse progresser la population.

Retenons encore que nous allons de plus en plus devenir une nation de vieillards. La gérontocratie a l'avenir devant elle, surtout en présence des progrès incontestables de l'hygiène et de la médecine.

Nos calculs sont, à cet égard, entachés d'une incertitude de plus. Nous nous sommes basés sur la mortalité actuelle ; mais rien ne dit que la vie humaine ne pourra être prolongée encore. S'il en était ainsi, les échéances que nous venons de fixer seraient retardées ; elles demeureraient cependant inévitables.

Quoi qu'il en soit, voici comment, à vingt ans de distance, se présentera le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans :

Habitants âgés de plus de 65 ans :

1920	487.000
1940	780.000
1960	965.000
1980	1.058.000

Bref, ces personnes âgées, au lieu de représenter 6 1/2 p. c. comme en 1920, arriveront un jour à constituer 16 p. c. de la population.

III. — Le mouvement migratoire que nous sommes amenés à considérer comme probable doit être placé dans un cadre d'une amplitude insoupçonnée. Il est la répétition de ces grandes invasions dont la lointaine histoire a gardé le souvenir. L'Europe Occidentale en a été maintes fois le théâtre ; à plusieurs reprises des invasions, pacifiques ou guerrières, ont fait affluer sur son sol des populations originaires de l'Est.

Nous avons l'habitude de considérer les Gaulois comme les premiers habitants des régions situées à l'ouest du Rhin. Les historiens des derniers temps assurent, au contraire, que les Gaulois seraient en réalité les quatrièmes occupants dont on a retrouvé la trace. D'après Camille Jullian (1), il a existé d'abord une race constituée par des tribus de chasseurs ; une race dite de « Cro-Magnon », plus intelligente et plus robuste, lui a succédé. « Dans le cours des derniers millénaires avant notre ère », une nouvelle invasion est signalée, probablement non pacifique ; une population plus rude et vivant de l'agriculture s'établit dans nos régions. Ce ne serait qu'en quatrième lieu, environ deux mille ans avant notre ère, que sont arrivées les populations appelées indo-européennes, auxquelles appartenaient les Celtes, dont les Gaulois faisaient partie.

(1) De la Gaule à la France.

Il y eut ensuite la conquête romaine, qui ne fut pas à proprement parler une migration, puis les invasions germaniques, au V^e siècle surtout. Depuis lors, l'Europe Occidentale est restée relativement stable, et a même fourni d'appréciables contingents d'émigrants. Mais depuis le début du XIX^e siècle, on notait déjà qu'en Europe le rang des pays latins se maintenait péniblement, pendant qu'au contraire les Slaves progressaient. D'après M. Kuczynski, les pays latins, qui représentaient 37 p. c. de la population, sont revenus à 25 p. c. du commencement à la fin du XIX^e siècle, pendant que les Slaves passaient de 25 à 37 p. c., prenant exactement la place des premiers.

Depuis quelques années, le mouvement s'est accéléré. C'est la Pologne qui a joué le rôle principal, en choisissant pour champ d'émigration la France et la Belgique, alors que précédemment elle s'intéressait plus à l'Amérique et à l'Allemagne. Mais les Etats-Unis restreignent fortement l'immigration et l'Allemagne a présentement de la main-d'œuvre en excès, outre que des difficultés politiques rendent les Polonais moins désirables.

A l'heure présente, il semble y avoir quelque 50.000 Polonais en Belgique, d'après les services consulaires de leur pays d'origine, contre 5.300 recensés en 1920; en France, d'après la même source, il y en aurait 700.000 au lieu des 45.000 accusés par le recensement de 1921.

Le mouvement, on le voit, n'est nullement négligeable; la crise économique le ralentira, mais le déficit de main-d'œuvre se fera de nouveau sentir rapidement, en France du moins.

Parmi les 50.000 Polonais qui se trouvent en ce moment en Belgique, un certain nombre travaillent dans les mines. Mais il y en a beaucoup dans l'industrie diamantaire d'Anvers, et dans le commerce; la proportion de Juifs y est assez forte.

Nous ignorons si la natalité polonaise sera suffisante à repeupler le Centre et l'Ouest de l'Europe devant la carence des habitants actuels. D'autre part, la Pologne nourrit la légitime ambition de donner du travail à tous ceux qui aujourd'hui sont forcés de s'expatrier. Il n'est pas douteux que ce pays, pleinement mis en exploitation, pourrait avoir une population de 50 millions au lieu de 30. Mais il réduira aussi un jour sa mortalité infantile, ce qui accroîtra sensiblement ses excédents de naissances sur les décès.

Quoi qu'il en soit, si la Pologne suivait les autres nations sur le chemin de la dénatalité ou retenait chez elle sa population, pour éviter le dépeuplement et la décadence de l'Europe Occidentale, c'est la Russie peut-être qui devrait faire l'appoint; ses excédents actuels de naissance sont formidables.

La situation particulière de la Russie confère à cette question un intérêt capital. Certes, nous ignorons où en seront les Soviets dans vingt ou cinquante ans, et il est possible que l'on n'en parlera plus alors. Mais supposons que le régime ait duré et qu'en face d'une Russie surpeuplée, comptant 300 millions d'habitants, jeunes, fanatisés, se croyant investis d'une mission ré-

demptrice, on ne puisse opposer qu'un ensemble morcelé, comptant une population à peu près équivalente, mais vieillie, engourdie par la prospérité et au surplus manquant d'unité de commandement — souvent déchirée de dissensions intestines — que ne peut-on craindre?

Si la migration russe doit être pacifique et se faire sous l'égide d'un autre régime que celui des Soviets, le dommage sera moindre. Il restera que l'Europe serait colonisée par les peuples de l'Est. Ceux-ci pourraient, il est vrai, se trouver un jour atteints eux-mêmes par la dénatalité; la chose est possible, mais ces nations ont des chances d'y résister plus longtemps. Elles n'ont pas le culte de leurs aïeux, l'excès de calcul et de prévoyance qui sont les causes principales de la dépopulation de nos pays. En tous cas, les peuples auxquels nous appartenons, subiront les conséquences de la politique qu'ils pratiquent en ce moment; ils sont probablement condamnés à disparaître, ou à se laisser absorber par les nouveaux venus.

Il subsiste d'ailleurs une grosse incertitude en ce qui concerne cette migration. Les éléments slaves seraient-ils assimilés par les populations actuelles, comme le furent souvent les peuples envahisseurs? En ce qui concerne la France, c'est assez probable; ce pays a assimilé déjà tant d'étrangers sans difficulté que vraisemblablement il gardera en bonne partie son individualité actuelle. Ce n'est pas aussi sûr pour les autres, et notamment pour la Belgique surtout si, comme tout tend à l'indiquer, c'est surtout dans le Nord-Est du pays, partie à peu près exclusivement flamande, que ces étrangers s'établissent.

Mais, dira-t-on, n'y a-t-il pas de chance que la natalité de nos pays se relève? Nous craignons qu'il n'y ait que peu d'espoir à concevoir à cet égard, encore qu'il ne faille n'en négliger pour y parvenir. Il faut prévoir au contraire que certains flots de résistance devront encore capituler, ce qui abaissera la moyenne. Un certain facteur de relèvement peut être aperçu dans la sélection que voici: les familles comptant un nombre relativement élevé d'enfants laissent derrière elles des continuateurs, alors que les ménages sans enfants ou avec peu d'enfants ne laissent rien. La population comptera donc une plus forte proportion de gens issus de milieux où les traditions familiales et la non-limitation des naissances étaient en honneur. Toutefois, il faut compter avec les transfuges.

Du reste, nous ne trouvons aucun exemple de natalités qui se soient relevées d'elles-mêmes. On ne les rencontre, à notre connaissance, que lors de la christianisation de populations jusqu'alors païennes. Mais normalement ce sont les immigrants qui, en apportant leurs mœurs et leurs traditions, relèvent la natalité.

Les historiens des prochains millénaires écriront sans doute, en parlant de notre époque, qu'elle vit la cinquième grande invasion de l'Ouest de l'Europe, et ils en situeront les débuts à la guerre mondiale. Vu de Sirius, ce chapitre éventuel de l'histoire de l'humanité ne manque pas d'être intéressant.

APPENDICES

I

Mouvement de la population

Chiffres principaux

	Naissances	Décès	Mariages	Proportions par 1.000 habitants		
				Naissances	Décès	Mariages
BELGIQUE :						
1900.....	194.000	129.000	57.700	29	19,3	8,6
1910.....	176.000	113.000	58.800	23,7	15,2	7,9
1928.....	147.000	106.000	71.500	18,4	13,2	8,9
1929.....	146.000	121.000	71.800	18,1	15	8,9
1930 (provisoire).....	151.000	107.000		18,6	13,2	
FRANCE :						
1901 (1).....	858.000	785.000	303.000	22	20,1	7,8
1910 (1).....	774.000	703.000	308.000	19,6	17,8	7,8
1928.....	745.000	675.000	339.000	18,2	16,5	8,3
1929.....	729.000	741.000	334.000	17,7	18	8,1
1930.....	749.000	649.000	343.000	18,1	15,7	8,3
ALLEMAGNE :						
1900 (2).....	1.996.000	1.236.000	476.000	35,6	22,1	8,5
1910 (2).....	1.925.000	1.046.000	496.000	29,8	16,6	7,7
1928.....	1.182.000	740.000	589.000	18,6	11,6	9,2
1929.....	1.147.000	806.000	590.000	17,9	12,6	9,2
1930 (provisoire).....	1.122.000	710.000		17,5	11	
ITALIE :						
1896-1900 (2).....	1.085.000	732.000	228.000	33,9	22,9	7,1
1910 (2).....	1.144.000	682.000	269.000	32,9	19,6	7,8
1928.....	1.078.000	646.000	285.000	26,2	15,8	7
1929.....	1.040.000	664.000	288.000	25,2	16,1	7
1930.....	1.085.000	570.000	297.000	26	13,7	7,1

(1) Non compris l'Alsace-Lorraine, donnant actuellement 35.000 naissances, 26.000 décès et 15.000 mariages

(2) Anciennes frontières.

II

Population probable de la Belgique (1)

d'après les naissances et les décès à prévoir.

Nombre d'habitants	1910	%	1920	%	1930	%	1940	%	1950	%	1960	%	1970	%
De moins de 10 ans.....	1.525.000	20,6	1.153.000	15,7	1.350.000	17,1	1.210.000	15	980.000	12,4	1.000.000	13	875.000	12,1
De 10 à moins de 20 ans...	1.429.000	19,2	1.424.000	19,2	1.120.000	14,2	1.300.000	16	1.160.000	14,6	940.000	12,3	955.000	13,2
De 20 à moins de 30 ans...	1.238.000	16,7	1.287.000	17,4	1.370.000	17,3	1.070.000	13,1	1.240.000	15,6	1.100.000	14,4	900.000	12,4
De 30 à moins de 40 ans...	1.078.000	14,5	1.092.000	14,7	1.220.000	15,5	1.290.000	15,9	1.000.000	12,7	1.170.000	15,2	1.040.000	14,3
De 40 à moins de 50 ans...	840.000	11,3	965.000	13,2	1.030.000	13	1.140.000	14,2	1.200.000	15,2	940.000	12,2	1.090.000	15
De 50 à moins de 60 ans...	614.000	8,3	726.000	9,7	880.000	11,1	930.000	11,4	1.030.000	13	1.080.000	14,1	845.000	11,6
De 60 à moins de 70 ans...	424.000	5,7	469.000	6,3	600.000	7,5	710.000	8,8	750.000	9,5	850.000	11,1	890.000	12,3
De 70 ans et plus.....	276.000	3,7	290.000	3,8	340.000	4,3	460.000	5,6	550.000	7	600.000	7,7	680.000	9,1
	7.424.000	100	7.406.000	100	7.910.000	100	8.110.000	100	7.910.000	100	7.680.000	100	7.255.000	100

(1) Ces chiffres ne comprennent ni la population d'Eupen-Malmédy (62.000 habitants), ni l'excédent des immigrants à partir de 1920.

GRANDE-BRETAGNE

(CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER).

APERÇU D'ENSEMBLE

Nos analyses précédentes de la situation économique anglaise se sont efforcées de mettre en lumière la complexité des causes qui l'influencent en ce moment et qu'on essaye en général, au contraire, de dissocier pour en tirer des critiques de détail. Or, la structure économique d'un pays est un tout et les rapports entre ses éléments constituants ne peuvent être négligés.

En face du chômage anglais, les critiques se divisent, suivant les écoles : les tenants de la thèse ouvrière, soutenus, en général, par l'opinion anglaise, accusent les patrons de ne point procéder aux réformes industrielles nécessaires et s'efforcent de justifier la lutte acharnée du salariat anglais pour maintenir intangible son niveau de vie. D'autre part, les adhérents des thèses dites « conservatrices » soutiennent qu'industriellement parlant, les patrons font toutes les réformes nécessaires et que les salaires sont maintenus à des niveaux qui ne sont justifiés ni par l'état du marché des produits anglais, ni par l'évolution actuelle de la richesse nationale.

A laquelle de ces deux thèses contradictoires faut-il s'arrêter ? Ou bien, ne sont-elles, chacune, que partiellement vraies ?

Pour répondre à ces questions, nous allons essayer aujourd'hui de mettre en relief sommairement les conditions de l'industrie anglaise, sous le rapport des capitaux, des profits et des salaires.

Le phénomène central nous paraît être le suivant : par suite de conditions géographiques favorables et d'une remarquable activité commerciale, financière et technique, d'une accumulation considérable de capitaux, pendant le XVII^e et le XVIII^e siècle, de la possession de la première flotte marchande du monde, d'institutions libres assurant un bon gouvernement, d'une longue paix et d'un grand empire colonial, l'Angleterre s'est trouvée à même de prendre, en matière de production, une avancée considérable sur les autres pays. Ses grands inventeurs y ont contribué non moins que ses gisements de charbon. C'est chez elle que le machinisme et l'emploi des forces motrices ont trouvé, au XIX^e siècle, en premier lieu, leur application pratique. La Belgique et la France ont suivi, avec un certain retard, et l'Allemagne et les États

Unis n'ont pu imiter l'Angleterre que bien plus tard encore.

La révolution industrielle anglaise a combiné les conditions favorables suivantes, sans compter les facteurs d'ordre géographique et géologique :

production en masse, grâce à l'emploi des machines et des moteurs ;

possibilité de disposer d'une classe salariée immense et peu payée, grâce à la dépopulation des campagnes, consécutive à la politique des « enclosures » et à la décadence des industries à domicile ;

accumulation préalable du capital, par le commerce de mer, la traite, la colonisation ;

jouissance d'immenses marchés, grâce à la flotte, aux colonies, à la production en masse ;

réinvestissement intense des profits, grâce à l'élévation de ces derniers ;

enfin, marché solide et bien dirigé. Tels sont les facteurs qu'économistes et historiens mettent en lumière (1).

Dans ces conditions, la production anglaise devait connaître une expansion énorme ; elle devait aussi, pour les mêmes raisons, être assumée par une multitude d'entreprises petites et moyennes, appartenant à des particuliers en général et soutenues par un crédit de banque à base commerciale.

Les effets de cette évolution sur la population anglaise furent prodigieux. Il se forma une classe moyenne puissante, riche, individualiste et libérale, mais sensible à la justice sociale. Elle contribua à cette combinaison de conservatisme et de progrès qui resta longtemps l'essence de l'esprit anglais.

L'élévation et l'enrichissement des patrons ont, en effet, leur contre-partie dans l'évolution de la classe ouvrière. Les débuts du capitalisme industriel avaient été déplorables : l'entreprise embauchait les ouvriers des métiers décadents et se trouvant déjà dans une

(1) CUNNINGHAM. *Growth of English Industry and Commerce*. 3 vol. Londres, 1903.

ASHTON SOUTHCLIFFE. *Iron and Steel in the industrial revolution*. Londres, 1924.

TOYNBEE. *Industrial revolution in England*. Londres, 1884.

CLAPHAM. *Economic development of France and Germany*, 1921.

J. A. HOBSON. *The evolution of modern capitalism*. Londres, 1894.

ASHLEY. *L'évolution économique de l'Angleterre*. Paris, 1926.

H. MANTOUX. *La révolution industrielle au XVIII^e siècle*. Paris, 1905.

VON SCHULTZE GAVERNITZ. *La grande industrie*. Trad. franç. Guillaumin, Paris, 1896.

situation difficile : elle les payait au taux de cette industrie, c'est-à-dire fort mal. Les commissions d'enquête installées en Angleterre durant la première partie du XIX^e siècle nous ont laissé un tableau fort noir des conditions de travail. Mais les ouvriers, par l'association, sont graduellement parvenus à imposer de meilleures conditions de travail ; l'opinion publique les a en général soutenus ; et les salaires se sont relevés au point d'être considérés, avant la guerre, comme les plus élevés de l'Europe industrielle. Le Trade-Unionisme y fut pour beaucoup. Mais ce syndicalisme apolitique, préoccupé avant tout de réalités substantielles, a peut-être dépassé son but : retranché dans ses organisations professionnelles, très attaché à tous les avantages et conditions parfois durement achetés, fort traditionnel, l'ouvrier anglais semble s'être fixé parfois des formules de travail et des normes de salaires qui ne tiennent pas suffisamment compte de la situation économique générale ou des progrès techniques réalisés ailleurs.

La prospérité du Royaume-Uni était donc supérieure à celle des autres pays et la nation tout entière profitait de l'avance prise sur ses concurrents, ainsi que de l'ampleur des débouchés.

Les profits étaient élevés, le niveau général de vie s'en ressentait ; il était possible de travailler en ordre dispersé, en se confinant dans un individualisme jaloux. Lorsque l'entrepreneur devait recourir au capital d'autrui, il contractait des emprunts à intérêt fixe et entendait se réserver les profits résultant de cet accroissement de moyens. La facilité relative des conditions de production et de concurrence et le conservatisme britannique avaient, d'autre part, laissé végéter, dans l'ordre juridique et surtout en matière minière, des survivances d'ancien régime qui ont disparu depuis longtemps sur le continent : telles l'identité de propriété du sol et du sous-sol, le régime des baux emphytéotiques, etc., archaïsmes onéreux qui s'adaptent mal à la grande industrie moderne.

Pionniers de la révolution industrielle, les Anglais en recueillirent les premiers les bénéfices.

Les nations les plus tard venues au capitalisme et à l'industrialisme ont dû se développer dans des conditions pénibles auxquelles elles ont fait face par la coopération et l'organisation. Sans accumulation préalable de capital, sans marchés largement ouverts, elles n'ont pu progresser qu'en produisant à meilleur compte ; le besoin d'une technique parfaite et de l'entente des producteurs n'a pas cessé de se faire sentir : la Belgique en sait quelque chose, bien qu'une des premières venues à l'industrialisme et conservant, de ce chef, un puissant levain d'individualisme chez les producteurs.

A la longue, les nations dont l'industrie s'était développée arrivèrent à se mettre au niveau économique de la Grande-Bretagne. Une fois là, elles devaient la devancer parce que possédant désormais de meilleurs moyens de lutte.

Mais il faut longtemps à une nation, surtout si ses éléments sont empiriques et individualistes, pour arriver à comprendre qu'elle est menacée dans son avenir : les patrons veulent conserver leur situation industrielle et sociale ; de là, en Grande-Bretagne, le maintien d'un nombre considérable de moyennes et petites entreprises, même dans le domaine de la grande industrie, dans les charbonnages et le textile, par exemple. Les ouvriers sont animés du même désir, avec cette différence qu'étant évidemment plus près de la « ligne de pauvreté » que leurs employeurs, ils résisteront encore plus et craindront davantage des sacrifices apparents, qui sont en réalité des moyens de salut.

La suprématie bancaire et financière de Londres dans le monde est venue, à certains égards, compliquer la situation industrielle. La position créditrice de l'Angleterre par rapport aux autres nations lui a permis de résister plus longtemps à la pression des faits et a retardé le redressement au point de vue organisation et technique des industries : en consommant le produit de ses placements, la nation se sentait encore à l'aise, alors que son organisation était déjà désuète, que la multitude de ses chômeurs l'appauvissait, que son outillage perdait chaque jour de sa valeur.

Pour expliquer, dans une certaine mesure, le délai que les dirigeants de l'industrie anglaise semblent avoir mis à comprendre la nécessité de réformes internes profondes, il faut considérer que beaucoup d'usines ont, pendant la guerre et pendant la période de « boom » qui a suivi, fait de très importants bénéfices. De là, une tendance assez naturelle à croire que l'outillage ancien pouvait suffire. Ce fut notamment le cas pour l'industrie de l'acier, dans laquelle, en dehors de trois ou quatre usines, qui ont été groupées et modernisées, la plupart des usines d'acier et de fer sont très en arrière sur leurs concurrents du continent européen et de l'Amérique.

Enfin, l'organisation très forte des Trade-Unions, leur désir de ne pas laisser compromettre des conquêtes obtenues souvent après des luttes prolongées, ont également retardé les efforts de réadaptation, et c'est ainsi que les salaires, dans la plupart des industries, sont loin d'avoir baissé en proportion de l'index des prix, ce qui revient à dire qu'en réalité les salaires ont augmenté.

Cette constatation peut surtout se faire dans les occupations qui échappent à la concurrence étrangère, comme tous les services administratifs, l'industrie de transport par terre, l'industrie du bâtiment, les petits métiers, etc. ; or, il va de soi que leur coût élevé réagit sur le prix de revient de toute la production anglaise.

Depuis deux ou trois ans, tous les esprits éclairés de l'Angleterre se rendent compte de la nature du problème. Ils reconnaissent que c'est dans son propre sein, dans son énergie, dans son esprit d'initiative, dans une augmentation de l'intensité de son travail, que la Grande-Bretagne doit trouver la solution de la crise qui lui est personnelle. Il n'est pas douteux, à cet égard, que plusieurs nouvelles industries se soient

inspirées de ces nécessités et ne soient au tout premier rang comme outillage et conception. C'est l'adaptation des vieilles industries qui est en retard. Des efforts ont été faits dont certains ont été directement inspirés par la Banque d'Angleterre, en vue de mettre à la disposition des industries désireuses de se réorganiser des moyens financiers adéquats. Malheureusement, une question d'ordre politique est venue compliquer et retarder l'évolution.

Le crédit nouveau qu'a acquis en Angleterre le mouvement protectionniste, pousse la plupart des industriels à retarder les sacrifices nécessaires que comporterait la réorganisation profonde de leurs usines, tels les amortissements massifs des capitaux anciens, l'abandon des outillages surannés, les fusions, etc. On espère que le Dieu-Etat interviendra par des mesures douanières. C'est évidemment une fâcheuse illusion, car l'industrie anglaise, dans son ensemble, doit vivre d'exportations. Elle souffre de ce que son prix de revient est trop élevé. Or, une politique protectionniste ne peut que rendre ce prix de revient plus lourd encore.

Terminons en faisant observer qu'on a quelquefois attribué, en Angleterre, une grande importance au facteur monétaire dans la crise de l'industrie. Nous avons déjà expliqué ici même que le retour de la livre au pair était inéluctable. Mais il importe naturellement d'y conformer la politique industrielle.

En substance, il n'y a rien dans la situation actuelle de l'Angleterre à quoi on ne puisse remédier, mais l'effort est considérable et beaucoup de sacrifices seront extrêmement durs. Manifestement aussi, dans la réorganisation des industries, il conviendra de se rendre compte des moyens de production qui ont été créés ailleurs. On évitera ainsi de s'imaginer que la Grande-Bretagne puisse reprendre proportionnellement une situation semblable à celle qu'elle avait quand ses concurrents à l'étranger étaient peu nombreux et beaucoup moins puissants que ses propres industries. Mais, à la condition de moderniser l'outillage et l'organisation et de le faire sur des bases proportionnelles aux débouchés possibles et aux besoins de la consommation mondiale, il n'y a pas de raison pour que l'Angleterre, avec ses immenses ressources en capital, en matières premières, ses relations économiques internationales et ses capacités, ne sorte pas de la crise actuelle, en tant qu'elle lui est particulière.

C'est à la lumière de ces considérations que nous allons examiner la situation actuelle du chômage, la réorganisation du crédit professionnel, les profits dans les industries anglaises et quelques éléments accessoires.

LA SITUATION ACTUELLE DU CHOMAGE LES RELATIONS INDUSTRIELLES

Le tableau ci-dessous donne les chiffres totaux du chômage à fin février, au cours des trois dernières années.

CHOMAGE EN ANGLETERRE	1929			1930			1931		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Nombre d'assurés	8.621.900	3.259.600	11.881.500	8.765.350	3.338.650	12.094.000	8.931.530	3.474.170	12.405.700
Nombre de chômeurs (totaux et partiels)	1.197.279	256.585	1.453.864	1.209.163	373.939	1.583.102	2.016.998	680.424	2.697.422
Chômeurs assurés	13,9 %	7,9 %	12,2 %	13,8 %	11,2 %	13,1 %	22,6 %	19,6 %	21,7 %

L'influence de la crise mondiale se fait nettement sentir : la progression du pourcentage des assurés, de 12,2 p. c. en 1929 et 13,1 p. c. en 1930 à 21,7 p. c. en 1931, est l'indice des répercussions d'une conjoncture défavorable sur une industrie déjà fortement frappée. La progression du chômage féminin, de 7,9 p. c. à 19,6 p. c. est tout particulièrement notable. Elle dépasse celle du chômage masculin.

Le chômage s'est rapidement développé au cours des trois dernières années. Alors qu'en 1929, le pourcentage de chômeurs dépassant 20 p. c. était très faible, il est actuellement fort élevé.

(Voir tableau page suivante.)

Ce sont donc, à l'exception de l'industrie hôtelière et de l'industrie du bâtiment, les industries exportatrices qui sont le plus touchées et, particulièrement, les

industries du fer et des textiles. Dans la plupart des cas, indice fort grave, c'est le chômage partiel qui est le moins important.

	Chômeurs complets	Chômeurs partiels
	%	%
Charbonnages	16	6,5
Produits chimiques	16	1,9
Fonderies	36,6	5,7
Chantiers navals	46,6	2,9
Jute	31,1	22,1
Coton	25,4	16,0
Soie	15,2	18,6
Travaux publics	32,4	1,1
Minoteries	10	1,3
Fabriques de boissons	12,	1,1
Eau, gaz, électricité	8,7	0,4
Blanchisseries, teintureries	9	1,3

Pourcentage de chômeurs assurés au-dessus de 20 p. c.

Catégories d'industries	Février 1929	Février 1930	Février 1931
	%	%	%
Mines et charbonnages.....	—	—	22,5
Cokeries.....	—	—	27,7
Briqueteries, tuileries.....	—	—	20,5
Fonderies.....	—	—	37,3
Tôleries.....	—	—	51,9
Tubes et tuyaux en fer et acier.....	—	—	40,3
Câbles et fils en fer.....	—	—	30,1
Mécanique générale.....	—	—	26,0
Mécanique marine.....	—	—	36,1
Mécanique de construction.....	—	—	28,2
Chantiers navals.....	25,8	—	49,5
Industrie du jute.....	—	—	53,2
Fabrique de wagons.....	—	—	23,4
Industrie du coton.....	—	24,2	41,4
Industrie de la soie.....	—	22,4	33,8
Industrie du cuir.....	—	—	20,7
Bâtiment (immeubles).....	24,8	—	25,5
Travaux publics.....	31	26,7	33,5
Industrie hôtelière.....	—	—	20,2

La situation reflétée par les chiffres relatifs au pourcentage de chômeurs complets et de chômeurs partiels est critique: le Trésor britannique supporte une charge beaucoup trop lourde du fait de l'existence de chômeurs complets. Pour des industries comme celles du textile, où le travail à temps réduit peut être facilement organisé, l'importance du chômage complet indique quelle proportion de l'outillage

est réduite au chômage. Enfin, les chantiers navals semblent réduits à 50 p. c. de leur capacité de production.

Des industries qui, pendant plusieurs années, avaient bien résisté au chômage: les industries nouvelles (automobile, de biens de consommation) sont, à leur tour, frappées par un chômage qui s'accroît rapidement.

Catégories d'industries	Février 1929	Février 1930	Février 1931
	%	%	%
Automobiles.....	6,9	9	18,2
Installations électriques.....	7,7	8,5	14,4
Câbles, fils et lampes.....	6,5	6,9	14,2
Confection.....	9,9	10,8	16,8
Confiserie.....	12,5	12,3	18,5
Tabac.....	5,5	5,6	11,6
Papier de tenture.....	4,7	6,2	19,1

Ce ralentissement de l'activité des industries de consommation était prévisible, alors qu'une fraction importante de la population voyait se réduire son pouvoir d'achat, dans une mesure considérable.

La généralisation du chômage, à un moment plus ou moins rapproché, déterminera des baisses de salaires. Des réformes dans ce sens sont à l'étude dans les industries suivantes: construction mécanique, chemin de fer, bâtiment, céramique et industrie de la chaussure. Mais, en Grande-Bretagne comme ailleurs, si désespérées que soient les situations respectives des salariés et des employeurs, le problème des salaires les dresse rapidement l'un en face de l'autre et les réformes générales envisagées risquent de provoquer des grèves et des lock-outs.

Les chefs industriels et ouvriers s'efforcent d'ailleurs d'arriver à des accords amiables et l'on sait l'importance du problème des relations industrielles auquel

J. H. Thomas, président de la Trade Unions Corporation et feu Lord Melchett avaient consacré leur prestige et leur expérience, après les événements de 1926.

Nous signalerons à cet égard l'avis d'un grand industriel anglais, Lord Eustace Percy, président de la Society of British Gas Industries: « Le véritable grief du salarié contemporain est qu'au XIX^e siècle, il avait de grandes chances de voir s'améliorer sa situation dans l'avenir, alors qu'aujourd'hui, ces chances semblent s'être évanouies. Les employeurs et les économistes ont supplié le salarié de se rendre compte des faits, de faire des sacrifices sur son salaire, d'intensifier la production et de réformer la pratique syndicale. Ils ont fait remarquer en toute sincérité, que le sacrifice demandé au salarié le laisserait dans une situation plus favorable qu'avant-guerre, avec un pouvoir d'achat plus large et des avantages sociaux infiniment plus étendus.

« Mais lorsque le salarié demanda quel avenir lui réserveraient ces sacrifices, on lui fit souvent simplement la réponse que ces sacrifices étaient nécessaires pour « sauver l'industrie ». Il est difficile de reprocher au salarié de répondre qu'il était prêt à faire de lourds sacrifices pour sauver l'industrie, à la condition qu'il puisse entretenir l'espoir raisonnable que, dans vingt ans, la situation de ses enfants s'en trouverait améliorée. »

Et si l'on poursuit cette idée, continue Lord Eustace Percy, on trouvera l'explication de la résistance ouvrière : en industrie comme en politique, le problème le plus important est le même. C'est celui de la succession au pouvoir. La solution traditionnelle s'est jusqu'à présent trouvée dans la concurrence. Mais, en laissant en dehors toute intervention d'Etat, la multiplication des sociétés à responsabilité limitée, les facilités de crédit traditionnellement accordées aux anciens clients par les banques anglaises ont considérablement ralenti la sélection en prolongeant la réputation et l'activité des entreprises après la disparition de ceux qui les avaient menées à la prospérité. En outre, si les dividendes payés au capital ne sont, après tout, pas si considérables, la valeur spéculative des placements augmente par l'usage de plus en plus répandu de distribuer les profits sous forme de nouvelles actions. D'où, selon Lord Eustace, un double sentiment dans la classe ouvrière : le premier, la défiance envers les entrepreneurs actuels, le second, l'impression que l'actionnaire, par la spéculation, bénéficie d'une espèce d'assurance contre les risques économiques. Le président de la Society of British Gaz Industry croit qu'une modification profonde des sociétés par actions, dans un sens contraire à l'atténuation des risques, disposerait mieux les salariés aux sacrifices nécessaires.

On peut se demander si cette idée généreuse est bien conforme aux nécessités historiques et s'il est possible de prendre des mesures qui constitueraient un retour en arrière, non sans de graves inconvénients sur le marché des capitaux. Cette proposition, que Lord Eustace Percy n'a d'ailleurs pas présentée sous une forme concrète, semble difficilement réalisable. Mais elle mérite d'être retenue comme un témoignage de l'état d'esprit qui règne en Angleterre à l'égard du problème du chômage. Car, si les taux des indemnités de chômage paraissent trop élevés à de bons esprits, et susceptibles d'user peu à peu les facultés de travail des ouvriers, il s'en faut que l'opinion anglaise considère la crise de la main-d'œuvre avec absence de sympathie. Les remarques de M. Siegfried, l'avis de Lord Eustace Percy, le programme de coopération industrielle de feu Lord Melchett en sont autant d'indices.

Nous en trouvons un autre signe dans les descriptions que donnent les journaux « bourgeois » de la cruelle situation des chômeurs. C'est ainsi que *The Economist* a publié, en mars de cette année, un pathétique compte rendu de la situation dans la vallée de la Rhondda, où la vie matérielle de la population est subordonnée à l'exploitation de charbonnages aujourd'hui

fermés en grand nombre, par suite de l'épuisement des gisements.

La vallée est formée de villages miniers si pressés les uns contre les autres qu'il semble que, de la source du fleuve à son estuaire, « il soit bordé de deux rues sinistres, s'étendant à l'infini, flanquées de petites maisons répétant indéfiniment un type monotone ». Les flancs et les sommets des collines sont restés indemnes de l'industrialisme qui en a modifié le pied : ce sont des régions sauvages et incultes, car la population de la vallée n'est nullement d'origine agricole : elle est urbaine et de descendance urbaine. En effet, lorsque la prospérité de l'industrie du charbon fit surgir les exploitations de la région, la main-d'œuvre fut importée de Cardiff, de Bristol et d'autres villes plus éloignées.

Or, aujourd'hui, cette population urbaine et industrielle de 250.000 habitants, dont le seul intérêt économique était dans l'exploitation de la houille, se trouve sans ressources depuis l'arrêt de l'industrie.

La création de petites exploitations agricoles sur des pâturages ingrats se heurte à des difficultés considérables. Les veines exploitables de charbon étant presque épuisées, l'exportation étant perdue, la vallée est devenue un flot surpeuplé, vivant à charge du monde extérieur, en l'occurrence : l'Echiquier britannique.

Dans ce centre de chômage endémique, dit encore *The Economist*, on ne rencontre point de misère aiguë : l'ouvrier marié et père de famille reçoit une indemnité hebdomadaire de 30 shillings. Il est vrai que le loyer en absorbe 10, ce qui laisse 20 shillings pour faire face aux autres dépenses. Les chômeurs vont ramasser du charbon sur les terrils. Certains, le grand hebdomadaire de la Cité en a eu la preuve, économisent sur la nourriture pour amasser une somme suffisante à corrompre un contremaître qui leur donnera de l'ouvrage à un salaire qui n'est guère supérieur à leur indemnité de chômage. On rapprochera cette description de celle donnée par le *Times* de la région de West Riding, un autre centre charbonnier ruiné par l'épuisement des mines, la population se trouvant liée à ses villages, par suite de la possession de petites maisons (1).

La Grande-Bretagne a d'ailleurs toujours connu dans ses classes dirigeantes un contingent élevé d'hommes clairvoyants que le problème que l'on nomme « problème des relations industrielles » préoccupait fortement. Si, comme nous le rappelions, la révolution industrielle a connu des conditions d'emploi inhumaines, en même temps, se dressaient des partisans d'une vie sociale plus humaine, plus fraternelle. Ces dispositions établissent des communications entre les classes sociales et amortissent les chocs. Sans en exagérer la valeur, sans croire à la toute-puissance de l'esprit de conciliation et de justice, il faut aussi accorder une juste place à ces sentiments altruistes qui, aux yeux de l'étranger, tiennent une si vaste place dans la vie anglaise.

(1) Cfr. *Bulletin B. N. B.* du 10 mars 1929, vol. I, no 5, IV^e année

Nous avons signalé en son temps la création, à Londres, en avril 1930, à l'initiative de la Banque d'Angleterre, de la Bankers' Industrial Development Company, dont les actions A furent souscrites par les plus importants établissements financiers de la Cité, à l'exception des compagnies d'assurance.

Les 15 actions B, comportant chacune trois voix, sont sous le contrôle direct de la Banque d'Angleterre, 14 étant la propriété du « Securities National Trust Ltd », créé par la Bank of England elle-même en novembre 1929, et la quinzième ayant été dévolue à M. Montagu Norman lui-même.

Le but de la nouvelle institution est de faciliter la réorganisation et la rationalisation de la grande industrie britannique. L'éminent gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui jouit d'une haute considération dans les milieux industriels, s'était vu confier, dans le domaine de la réorganisation de l'industrie, plusieurs missions : un groupe d'entreprises charbonnières et métallurgique du Lancashire ayant décidé de fusionner en deux sociétés, l'une, groupant les intérêts houillers, l'autre, les fabriques de fer et d'acier, les premiers administrateurs de ces deux sociétés furent choisis par le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Celle-ci, par l'aide qu'elle a déjà apportée à l'industrie anglaise et notamment à la métallurgie lourde (1), possède une profonde connaissance des besoins actuels de la production anglaise.

La « Bankers' Industrial Development Company », comme on le sait, n'est pas, en elle-même, une banque industrielle, comme nos banques belges. C'est plutôt une société d'études préalables au financement de la réorganisation d'industries entières, et non d'entreprises isolées, réorganisation proposée par les intéressés.

Il ne semble pas que ce soit le dernier stade d'évolution du crédit industriel : le *Banker* d'avril 1931 fait très justement remarquer que, dans l'état actuel des choses, on ne peut espérer que les intéressés feront spontanément des propositions de réorganisation dont les conséquences implicites seraient souvent de transformer en salariés supérieurs d'actuels chefs d'entreprises. C'est sous la pression des créanciers que les réorganisations auront lieu. Or, on a insisté là-dessus à plusieurs reprises, en Angleterre même et ailleurs, les « joint-stock banks » anglaises ne paraissent pas disposer actuellement du personnel nécessaire à l'accomplissement des nouvelles fonctions qu'exige le crédit industriel.

En outre, si les entreprises industrielles anglaises faisaient l'objet d'une enquête approfondie, on constaterait, sans aucun doute, qu'une proportion considérable a besoin de capitaux et d'une réorganisation complète. Les entreprises actuelles n'ont en général pas une importance leur permettant de faire appel isolément au marché des capitaux. Les deux principes qui sont à la base de la « Bankers' Industrial Develop-

ment Company » réduisent la portée de ses initiatives. Et le *Banker* conclut son analyse par la constatation que les « joint-stock banks » doivent s'adapter aux conditions nouvelles.

Il ne nous appartient pas de préjuger de l'avenir, mais il est intéressant de signaler que, même en Grande-Bretagne, la nécessité d'établir entre les banques et l'industrie des relations étroites et durables se fait impérieusement sentir. Séduits par les principes de la « rationalisation », les industriels anglais se sont rendu compte que cette dernière est un aspect de la concentration de la production et que la concentration entraîne des besoins considérables en capitaux.

LES PROFITS DANS L'INDUSTRIE BRITANNIQUE

La question des profits réalisés par les placements faits dans une industrie quelconque est toujours fort délicate à résoudre : un bilan est un élément imparfait d'appréciation, par suite de la diversité des situations qu'il doit concrétiser, selon des formes qui pèchent à la fois par rigidité et imprécision. Pour ne citer qu'un exemple, l'interprétation des différents postes de « Réserves » est fort délicate : quand s'agit-il de réserves incorporées définitivement au capital social et accroissant par conséquent sa productivité ? Quand s'agit-il de réserves temporaires, destinées à une consommation plus ou moins rapide, par exemple, dans le but de « régulariser » les dividendes ?

Les rubriques du bilan ne sont pas souvent explicites et prêtent à discussion.

Par conséquent, dans le domaine de l'appréciation des profits de l'industrie d'un pays donné, il faut faire preuve de grande prudence : nous nous sommes longuement expliqués à ce sujet dans notre article annuel sur le marché des capitaux en Belgique (1).

* * *

Malgré les réserves nécessaires faites ci-dessus sur le matériel d'investigation disponible, la question des profits de l'industrie anglaise présente une grande importance.

En effet, il s'agit de voir si la crise actuelle diminue graduellement la résistance vitale de l'industrie anglaise, si les difficultés de financement sont proportionnelles à l'affaiblissement des entreprises existantes et si, enfin, les modes usuels de financement et les usages en matière de répartition des profits sont appropriés à la situation actuelle.

Les tableaux régulièrement publiés par *The Economist* de Londres sur les profits de 2.000 entreprises importantes nous donnent à ce sujet des bases non négligeables d'appréciation.

Depuis 1925, à l'exception de 1928, les profits nets des entreprises considérées ont été se réduisant, se transformant même en pertes en 1927 et en 1930 :

(1) MARQUAND. *The dynamics of industrial combination*. Londres, 1931.

(1) Cfr. *Bulletin* n° 6, vol. I, 1930, p. 206.

Profits nets de l'industrie britannique

(2.000 compagnies environ)

(Recensement effectué par *The Economist*)

1925	8.7 %
1926	6.3 %
1927	- 3.-%
1928	+ 7.2 %

1929

1930 - 0.6 %

Si on se livre à un examen plus détaillé de la question, on constate que, certaines années et pour certaines industries, les dividendes sont payés au moyen de réserves, en l'absence d'un profit industriel suffisant au cours de l'exercice écoulé.

Bénéfices réalisés et dividendes distribués

	Rapport des dividendes au capital payé				Rapport des dividendes aux bénéfices réalisés			
	1926-27	1927-28	1928-29	1929-30	1926-27	1927-28	1928-29	1929-30
Charbon, fer et acier	2.2	2.7	2.8	2.9	—	133.8	148.6	92.2
Construction métallique	5.7	5.7	5.8	5.2	108.6	100.5	93.4	110.8
Appareillage électrique	6.8	6.8	6.3	7.1	79.1	81.8	77.5	82.8
Eclairage et force électrique	6.7	6.8	7.1	7.1	87.3	71.4	75.2	80.5
Coton	6.5	8.0	7.8	6.2	124.3	76.4	87.6	98.5
Laine	5.8	7.1	6.6	5.4	95.5	83.8	86.2	119.2
Navigation	5.3	6.0	5.8	4.5	115.8	92.9	102.1	103.6
Produits chimiques	9.2	6.8	6.4	6.5	120.2	89.1	80.1	86.6
Savon	8.7	8.8	9.0	9.5	99.3	88.7	93.0	90.9
Pétrole	13.6	12.9	12.7	15.6	88.2	104.6	98.5	92.4
Caoutchouc	22.3	8.4	6.7	4.7	86.0	64.3	107.7	84.6
Thé	30.8	26.1	23.7	22.4	88.3	85.6	86.4	88.7
Brasseries	14.6	14.9	14.3	14.5	89.2	84.5	85.8	82.5

Les bases de ce tableau ne sont pas comparables à celles du précédent. Les chiffres ci-dessus font ressortir que certaines industries ont continué la distribution de dividendes alors que la baisse des profits semblait devoir les inciter à plus de prudence. C'est ainsi que les industries du charbon, du fer et de l'acier, celles de la construction métallique, du coton, des produits chimiques, pour ne citer que celles-là, ont, et certaines avec une dangereuse fréquence, distribué des dividendes, si modestes soient-ils, alors que les bénéfices ne permettaient pas ces répartitions. Le cas de la métallurgie lourde est caractéristique : considérée dans son ensemble, elle distribue des dividendes égaux ou même supérieurs à ses bénéfices alors que, en même temps que l'industrie cotonnière, c'est l'industrie qui est le plus atteinte par la crise chronique.

Le tableau ci-dessous, emprunté au livre de M. S. Birkett : *The Iron and Steel Industry since the war*, montre dans quelle situation difficile se trouvent nombre de grandes entreprises métallurgiques anglaises, dont 10 sur 27 n'ont plus distribué de dividende depuis 1921.

(Voir tableau page suivante.)

En général, les versements aux réserves sont assez minimes; il est vrai que le « report à nouveau » peut suppléer, dans une certaine mesure, à la fonction organique des réserves, mais il présente un caractère précaire et marque bien qu'il s'agit de sommes destinées à faire face à des besoins rapprochés. Le tableau que l'on trouvera ci-dessous est également extrait de *The Economist*. Il montre la répartition du profit entre

le dividende, la réserve, le report à nouveau, etc. Malgré une situation incontestablement difficile, la proportion des dividendes distribués est plus forte qu'en Belgique, où, malgré une situation moyenne plus favorable des entreprises, les dividendes atteignent 59 p. c. (1928), 60 p. c. (1929) et 64 p. c. (1930) du bénéfice global (1).

(Voir tableau p. 376.)

Les documents à notre disposition ne nous permettent guère de faire des comparaisons définitives entre les statistiques belges et anglaises. Les nôtres portent sur la totalité des entreprises, alors que *The Economist* procède à une certaine sélection. En outre, la Belgique a subi une crise monétaire qui a faussé les rapports entre le capital réellement versé et les dividendes distribués. Insistons encore sur les corrections qu'il convient d'apporter de ce fait à nos statistiques. Le cas des glaciers est le plus typique à cet égard.

Une des causes de la crise anglaise réside dans la charge excessive des obligations et des intérêts de banque, charge qui rend difficile le financement des transformations et réorganisations devenues nécessaires. En outre, la structure de l'industrie anglaise s'est prêtée à une surcapitalisation d'une nature spéciale et qu'il est fort difficile de faire disparaître.

Cette surcapitalisation a été en partie provoquée par la construction, avec les subsides du gouvernement, d'usines de guerre qui n'ont presque pas servi

(1) FERNAND BAUDHUIN. *Bulletin de l'Institut des Sciences Economiques*, p. 71. Mars 1931. Louvain.

Dividendes payés par 27 entreprises métallurgiques anglaises à leurs actions ordinaires

D'après M. S. Birkett: *The Iron and Steel Industry since the war*

	1911 %	1912 %	1913 %	1923 %	1924 %	1925 %	1926 %	1927 %	1928 %
Armstrong, Whitworths & Co Ltd.	12.5	12.5	12.5	5	5	—	—	—	—
Baldwins Ltd (1)	10	10	10	—	—	—	—	—	—
Barrow Hematite Steel Co Ltd (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beardmore, Wm. & Co Ltd (1)	5	5	5	—	—	—	—	—	—
Bleanavon Co Ltd (1)	—	—	5	—	—	—	—	—	—
Bolckow, Vaughan & Co Ltd (1)	5	10	6	—	—	—	—	—	—
Brown, J. & Co Ltd	7.5	7.5	10	5	5	—	—	—	—
Cammell, Laird & Co	—	—	2.5	—	—	—	—	—	—
Coltress Iron Co Ltd	10	15	8	5	10	7.5	10	10	5
Consett Iron Co Ltd	45	60	30	7.5	2.5	—	—	—	—
Dorman, Long & Co (1)	6	7.5	8.5	—	—	—	—	—	—
Ebbw Vale Steel, Iron & Coal Co Ltd (1)	3	10	10	—	—	—	—	—	—
Guest Keen & Nettelfolds Ltd C. B.	10	10	10	10	10	10	10	10	10
	5	5	5	—	—	—	—	—	—
Hadfields Ltd	17.5	20	20	4	2.5	3	2.5	5	2.5
Millon & Askam (1)	7	8.5	12	—	—	—	—	—	—
Palmers' Shipbuild & Iron Co Ltd (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pease & Partners Ltd	8	12	12	8	1.5	—	—	—	—
Scott, Walter & Co Ltd	—	10	5	—	—	—	—	—	—
Scottish Iron & Steel Co Ltd	—	—	—	6	4	5	—	8	5
Sheepbridge Iron & Coal Co Ltd	10	20	15	7.5	5	5	7.5	2.5	2.5
South Durham Steel & Iron Co Ltd	10	20	25	10	10	10	5	5	6
Staveley Iron & Coal Co Ltd	10	25	12.5	10	7.5	5	7.5	5	5
Stewarts & Lloyds & Co Ltd. P. D.	—	—	10	10	10	10	10	10	10
	10	10	12.5	12.5	12.5	7.5	2.5	5	5
Thomas, R. & Co Ltd	—	—	—	3.75	5	2.5	—	—	—
United Steel Co Ltd (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vickers Ltd	10	10	12.5	—	—	—	—	8	8
Cargo Fleet Iron Co (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Entreprise n'ayant plus distribué de dividende depuis 1921.

et qui coexistent avec les anciennes entreprises. En 1929, nombre de ces installations n'étaient d'ailleurs pas achevées et les sociétés ont accepté du gouvernement une somme forfaitaire, au moyen de laquelle elles ont achevé, pour leur propre compte et au plus haut prix, l'équipement des usines, le complément de ressources étant fourni par l'émission d'obligations. Une autre cause, fort semblable à la première, doit être recherchée dans le « boom » d'après-guerre, qui a donné naissance à de nouvelles usines. En règle générale, les industriels qui possèdent conjointement une vieille et une nouvelle usine, ne vendent pas celle-ci à la mitraille mais la conservent « pour des temps meilleurs ». Les installations neuves sont affectées par la baisse des prix, les vieilles n'ont pu être régulièrement amorties et ont cependant, dans l'état actuel des débouchés, cessé d'être utilisées.

Ces conditions constituent un obstacle considérable au financement des réformes projetées et c'est à le surmonter que la Bankers Industrial Development Company s'occupe en ce moment. Mais, comme nous l'avons dit, son action est fort délicate à exercer. Elle ne peut favoriser les « amalgamations » où du capital frais servirait à satisfaire les demandes des vendeurs ou des créanciers des entreprises à absorber.

Elle ne peut favoriser le rachat d'entreprises non rentables et absolument démodées. Il est évident que la question est fort délicate car, d'une part, le propriétaire d'une entreprise désuète cherchera à en tirer le maximum en s'opposant à toute amalgamation qui ne lui vaudrait pas une large compensation pécuniaire et, d'autre part, les capitalistes n'apporteront des capitaux frais que si la fusion envisagée leur paraît modifier fondamentalement les conditions de production et de rentabilité.

La situation se présente tout autrement que lorsqu'un trust, jouissant de grands moyens financiers et d'une supériorité de production écrasante, rachète à tout prix des entreprises concurrentes qu'il ferme purement et simplement.

Dans le premier cas, il s'agit de consacrer la décapitalisation de l'industrie en crise, par des réductions de capital ou de créances ou par des faillites; dans le second, il se produit au contraire une surcapitalisation relative, la rémunération des capitaux engagés ne pouvant être assurée que grâce à un quasi-monopole et à un développement ultérieur du marché (1).

Or, les usines dotées d'un outillage désuet sont nombreuses en Angleterre: le chargement de la plupart

(1) MARQUAND. *Op cit. passim.*

Répartition du bénéfice disponible

	Périodes	Payé en dividendes	A la réserve	Other purposes	Report à nouveau
Charbon et métallurgie	1928-1929	—	—	—	—
	1929-1930	—	—	—	—
Construction métallique	1928-1929	66	3	2	29
	1929-1930	68	3	1	28
Construction électrique	1928-1929	48	8	1	43
	1929-1930	50	14	1	35
Eclairage et force électrique	1928-1929	60	8	2	30
	1929-1930	59	11	2	28
Coton	1928-1929	61	12	1	26
	1929-1930	62	3	3	32
Laine	1928-1929	63	10	1	26
	1929-1930	63	—	—	37
Navigation	1928-1929	72	3	—	25
	1929-1930	64	1	1	34
Produits chimiques	1928-1929	79	19	—	2
	1929-1930	85	9	—	6
Savon	1928-1929	90	6	—	4
	1929-1930	88	9	—	3
Pétrole	1928-1929	75	—	—	25
	1929-1930	75	1	—	24
Caoutchouc	1928-1929	43	3	—	54
	1929-1930	34	—	—	66
Thé	1928-1929	67	9	1	23
	1929-1930	67	9	1	23
Brasseries	1928-1929	69	11	—	20
	1929-1930	68	11	—	21

des hauts fourneaux se fait encore à la main. Un laminoir moderne s'approvisionne souvent à d'anciens hauts fourneaux. Un bon exemple du mauvais outillage de l'industrie anglaise nous est aussi fourni par les fours à coke. Ceux-ci sont fort importants dans l'économie du pays. C'est ainsi qu'en 1929, 9.500 fours à coke en activité, sur un total de 14.000, ont carbonisé 13 1/2 millions de tonnes de coke et ont contribué pour 1/7 à la consommation totale de charbon en Grande-Bretagne. Sur ces 14.000 fours, 7.860 seulement sont pourvus d'appareils à récupération. Le capital investi s'évalue à 40.000.000 de livres sterling.

L'organisation dispersée de cette industrie dépend en grande partie de la diversité des entreprises qui en sont propriétaires.

Les chiffres suivants sont empruntés aux rapports de la Commission Samuel (1925) :

Fours à coke appartenant à	product. totale P. c. de la
des charbonnages	41,6 %
des sociétés métallurgiques	7,0 %
des entreprises intégrées (charbon et fer).	38,0 %
des cokeries indépendantes ou à des fabriques de sous-produits	13,4 %
	100,0 %

Selon le *Report of the Departmental Committee on Area Gas Supply*, 60 p. c. des fours sont absolument insuffisants dans leur rendement et leur prix de revient est beaucoup trop élevé, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Prix de fabrication par tonne de coke (by — product ovens)

	Installation à chaleur perdue	Installation à régénération
	(En sh. et d.)	
Salaires	3/9.0	1/9.5
Matières	2/6.5	2/3.5
Réparations	2/7.6	1/1.0
Charges générales	1/0.0	1/0.0
Dépréciation	9/0.5	0/9.5
	10/8.6	7/8.0

Il est vrai que l'outillage est fort ancien, surtout si on le compare à celui de l'Allemagne, de la Belgique et des Etats-Unis.

80 % des fours = plus de 10 ans
60 % des fours = plus de 15 ans
40 % des fours = plus de 20 ans

Le problème de la charge financière résultant d'une forte dette obligataire est grave. Le service des intérêts constitue une lourde charge permanente qui, quoi qu'il arrive, doit être assumée. Lors des amalgamations de réorganisation, la dette obligataire constitue un obstacle à la réduction des charges, bien que, dans certains cas, les obligataires consentent des sacrifices importants auxquels, en droit, ils ne sont nullement tenus. C'est ainsi qu'en 1930, au cours de la réorganisation des six compagnies métallurgiques anglaises, le capital et la dette ont subi les réductions suivantes :

En millions de £	Obligations	Actions de préfér.	Actions ordinaires
Avant la réorganisation	19.089	18.525	27.143
Après la réorganisation	11.376	15.588	9.456

Dans certains cas, la charge des intérêts peut devenir accablante pour l'entreprise. Celle-ci se trouve obligée de procéder, coûte que coûte, à d'importants décaissements. Si, en même temps, le Conseil ne peut arrêter la répartition des dividendes, l'épuisement des réserves sera rapide.

Le tableau suivant donne la répartition des intérêts et dividendes dans les industries principales.

La charge des intérêts et des dividendes dans l'industrie britannique

(Année 1930) (1.932 compagnies)

	Obligations	Actions de préférence	Actions ordinaires
(En milliers de livres)			
Brasseries	8.350	6.805	8.836
Eclairage-électricité ..	34.031	20.057	35.254
Opérations foncières ..	2.997	5.325	8.081
Gaz	23.152	9.005	51.877
Hôtels, restaurants ..	1.369	1.878	1.371
Fer, acier, charbon ...	11.579	17.909	3.083
Autos	70	4.592	11.406
Caoutchouc	143	53	6.943
Navigation	4.500	2.875	9.508
Commerce	10.167	23.368	20.027
Thé	5	157	291
Textiles	4.220	21.222	42.869
Tramways	2.463	1.500	4.958
Trusts	44.474	37.447	32.639
Distribution d'eau	4.924	4.418	6.986
Divers	23.413	106.255	222.143
Total	178.845	262.871	493.999

Le paiement des intérêts contractuels constitue une charge assez lourde; elle grève les prix de revient, au même titre que des salaires trop élevés et, ainsi, se crée un état de choses auquel nous avons fait allusion dans notre introduction.

Mais, si l'arrêt de l'usine fait automatiquement tomber le montant du bordereau de salaires, les intérêts à payer aux obligations et aux actions privilégiées continuent cependant à courir. Le tableau ci-dessous montre alors comment cette situation affaiblit les réserves

Résultats financiers de 9 grandes sociétés métallurgiques anglaises (1)

(D'après le *Survey of Metal industries*, p. 44)

ANNÉES	Bénéfice	Dividende aux actions ordinaires		Dividende aux actions privilégiées		Intérêts aux obligations		A la réserve		Augm. ou diminut. du report à nouveau	
		Montant	% du bénéfice	Montant	% du bénéfice	Montant	% du bénéfice	Montant	% du bénéfice	Montant	% du bénéfice
	£	£		£		£		£		£	
1913-1914	2.010.343	800.405	39.8	221.884	11.-	257.261	12.8	643.943	32.1	+ 86.850	4.3
1919-1920	5.317.432	3.072.788	57.8	544.411	10.2	436.245	8.2	960.030	18.1	+ 303.958	5.7
1920-1921	3.890.966	1.915.142	49.2	696.052	17.9	535.345	13.8	497.524	12.8	+ 246.903	6.3
1921-1922	1.459.231	592.328	40.6	581.796	39.9	843.210	57.8	Déb. 421.439	28.9	- 136.664	9.4
1922-1923	2.574.701	704.071	27.3	563.763	21.9	989.176	38.4	Déb. 206.454	8.-	+ 524.145	20.4
1923-1924	3.675.361	772.004	21.-	659.267	17.9	1.179.048	32.1	598.289	16.3	+ 466.753	12.7
1924-1925	1.878.079	702.412	37.4	397.997	21.2	1.174.829	62.6	243.515	13.-	+ 640.674	34.1
1925-1926	786.013	647.948	82.4	347.330	44.2	1.224.865	155.8	Déb. 602.758	76.6	- 831.372	105.8
1926-1927	989.454	607.404	61.4	362.872	36.7	1.228.356	124.1	Déb. 266.872	27.-	- 942.306	95.2
1927-1928	2.023.481	651.448	32.2	360.841	17.8	1.236.930	61.1	480.450	23.7	- 706.188	34.8
1928-1929	2.089.918	651.449	31.2	363.340	17.4	1.220.646	58.4	291.326	13.9	- 436.843	20.9

(1) Dorman Long and Co., Ltd. — Bolckow Vaughan and Co., Ltd. — Cargo Fleet Iron Co., Ltd. — South Durham Steel and Iron Co., Ltd. — Pease and Partners, Ltd. — Baldwins, Ltd. — Guest, Keen and Nettlefolds, Ltd. — Ebbw Vale Steel and Iron Co., Ltd. — United Steel Companies, Ltd.

On conçoit que, dans ces conditions, les appels de capitaux frais pour les anciennes industries ne rencontrent qu'un succès relatif. Cependant, les sommes consacrées aux investissements en Grande-Bretagne demeurent plus considérables qu'avant la guerre.

Les émissions de capitaux en Angleterre

	En 1912		En 1913		En 1920	
	En £	% par rapport au total des émissions	En £	% par rapport au total des émissions	En £	% par rapport au total des émissions
Emissions des pouvoirs publics étrangers (Foreign government loans)	9.584.500	4.55	26.158.200	13.31	—	—
Emissions de l'industrie étrangère (Foreign corporations)	13.438.500	6.37	6.957.600	3.54	—	—
Emissions de l'industrie nationale	166.539.900	78.98	121.411.700	61.78	271.477.900	73.86
Total de toutes les émissions.....	210.850.000	100.—	196.537.400	100.—	367.549.600	100.—

	En 1921		En 1922		En 1927	
	En £	% par rapport au total des émissions	En £	% par rapport au total des émissions	En £	% par rapport au total des émissions
Emissions des pouvoirs publics étrangers (Foreign government loans)	5.905.000	1.52	14.254.100	2.49	11.822.500	3.33
Emissions de l'industrie étrangère (Foreign corporations)	—	—	7.087.000	1.24	5.683.800	1.60
Emissions de l'industrie nationale	82.641.200	21.25	104.991.800	18.30	183.707.600	51.72
Total de toutes les émissions.....	388.978.200	100.—	573.675.600	100.—	355.166.000	100.—

	En 1928		En 1929		En 1930	
	En £	% par rapport au total des émissions	En £	% par rapport au total des émissions	En £	% par rapport au total des émissions
Emissions des pouvoirs publics étrangers (Foreign government loans)	15.938.900	4.32	3.650.000	1.28	21.330.000	7.96
Emissions de l'industrie étrangère (Foreign corporations)	4.332.000	1.17	472.500	0.17	—	—
Emissions de l'industrie nationale	202.536.100	54.88	177.174.900	62.11	180.710.400	67.48
Total de toutes les émissions.....	369.058.100	100.—	285.239.400	100.—	267.800.700	100.—

CHRONIQUE

Le Congo et la Crise. — D'après les derniers chiffres, la circulation des billets de la Banque du Congo Belge était, au 30 avril 1931, de 175.000.000 de francs, contre 189.938.000 francs au 31 janvier, soit une diminution de 8 p. c. En ce qui concerne les monnaies divisionnaires, la circulation atteint 148.000.000 de francs au 31 mars de cette année, contre 165.500.000 francs au 30 juin 1930, accusant ainsi une diminution de 10,5 p. c. L'émission globale de ces monnaies avait atteint 200 millions : 25 p. c., soit environ 50 millions, se trouvaient au compte de la trésorerie coloniale à la Banque du Congo belge.

A ces réductions dans la circulation correspond une diminution plus forte encore dans le mouvement des effets de commerce à l'intérieur de la Colonie et sur l'étranger, ainsi que des transferts de fonds entre la Colonie et la Belgique.

Cette contraction des moyens de paiement est naturelle en présence de la crise qui atteint le Congo comme toutes les colonies.

La situation générale n'a guère varié. Les prix des produits congolais restent toujours trop bas pour que l'exportation puisse s'en faire sans perte. C'est un effet de la crise mondiale et il se comprend que ce ne soit pas par des mesures locales qu'on puisse y porter remède. C'est ainsi que le système d'avances aux planteurs n'a guère donné de résultats, si ce n'est que de retarder de quelques mois le moment où les affaires mal constituées et médiocrement dirigées ont dû s'arrêter.

La situation n'est pas différente dans le commerce d'importation. Il y a manifestement trop d'entreprises pour les besoins actuels. L'adaptation s'en fait peu à peu par l'élimination des entreprises trop faibles et qui se trouvent en surnombre.

Par contre, la production minière, quoique atteinte par la crise dans ses prix, et diminuant sa production, reste manifestement très solide et en situation de produire encore quand la généralité de ses concurrents ne le pourront plus.

La crise de la main-d'œuvre n'est plus qu'un souvenir. Comme l'avaient prévu ceux qui connaissent véritablement la situation au Congo, la terminaison des grands travaux a suffi pour établir l'équilibre. La crise, venant s'y ajouter, a créé une pléthore de main-d'œuvre disponible. Dans les centres européens, il y a du chômage et, à l'intérieur, dans beaucoup d'endroits, l'indigène sent durement combien le travail et les salaires provenant des entreprises européennes lui font défaut.

On peut donc s'attendre à retrouver beaucoup plus

facilement de la main-d'œuvre lorsque la crise actuelle sera passée.

Si les entreprises agricoles européennes souffrent beaucoup, il y a quelques symptômes favorables dans le développement des petites exploitations agricoles et maraîchères indigènes autour des grands centres. Beaucoup de ceux-ci sont aujourd'hui pourvus de légumes par des indigènes qui se sont établis maraîchers et cultivateurs. D'une façon générale d'ailleurs, l'alimentation au Congo est beaucoup plus facile et meilleure que jadis.

Il est manifeste que, dans le domaine de l'économie coloniale, il faut reprendre avec le plus grand soin le problème des prix de revient et celui de la coopération directe des indigènes aux productions exportables. Ces problèmes, certes, ne sont pas insolubles; on doit les résoudre aussi dans d'autres colonies. C'est ainsi qu'en matière de production caoutchoutière, on réussit aujourd'hui, dans les plantations bien organisées de Malaisie, à comprimer les prix de revient à un taux qu'on n'aurait jamais cru possible il y a quelques années, et qui va permettre l'adaptation de la production à des prix de vente considérablement réduits.

Au Congo, cette question des prix de revient est également primordiale. Sa solution est difficile parce que trop d'entreprises sont surchargées de frais généraux : administrations centrales coûteuses et encombrantes, niveau très élevé des traitements d'Afrique, surcapitalisation, immobilisations excessives, etc. Mais plus tôt on envisagera nettement la situation, comme on le fait d'ailleurs déjà dans plusieurs cas, mieux cela vaudra.

Un des grands problèmes est celui de l'élévation des appointements du personnel blanc, tant dans l'administration que dans les entreprises privées. Il semble bien que, comparés aux colonies voisines, tant française que portugaise, nos traitements sont considérablement supérieurs et grèvent lourdement aussi bien le coût des services publics que le prix de revient des entreprises. Ici encore, il faudra bien se décider à agir; c'est au moins l'opinion que nous avons entendu exprimer par des juges expérimentés. Leur avis est qu'il ne faut pas désespérer. L'économie coloniale a souvent connu des crises particulièrement intenses. Mais il importe de se rendre compte des réalités et de travailler d'après un programme économique basé sur les entreprises elles-mêmes, et non sur des interventions artificielles, coûteuses, et finalement inefficaces des pouvoirs publics.

Mouvements d'or en Allemagne. — Dans le premier semestre de 1930, le solde favorable des opérations sur or de la Reichsbank s'est élevé à environ 335.000.000 de marks en métal jaune. En le même temps, la Reichsbank a pu réduire son taux d'escompte, par étapes, de 7 à 4 p. c. Mais, à la suite de l'inquiétude provoquée par les élections législatives de l'automne dernier, la Reichsbank, de la mi-septembre à la mi-octobre, a perdu, en or, 584 millions de R. M. et, en or et en devises, la perte a dépassé plus d'un milliard de R. M. Cette exportation importante de valeurs-or a comporté la cession d'or et de devises à la Banque de France, dont l'encaisse s'est accrue entretemps, en tout, de 3.024 millions de francs français. En même temps, les réserves de la Nederlandsche Bank ont augmenté de 24.932.000 florins.

La Reichsbank avait expédié, en outre, 70 millions d'or à Paris, mais il n'a pas été nécessaire de les utili-

ser et ces lingots restent donc la propriété de la Reichsbank.

On voit que les mouvements auxquels la Reichsbank a pu faire face sont considérables. S'ils témoignent de la solidité de la devise allemande, ils montrent aussi les réactions considérables que les événements politiques ont sur le marché monétaire allemand, si largement alimenté par des crédits à court terme.

ERRATUM

Bulletin n° 10, vol. I, VI^e année.

Chronique : Mouvements d'or (dernier paragraphe, 3^e ligne).

Au lieu de : « abaisser à 2,5 p. c. son taux d'escompte » ; lire : « abaisser à 1,5 p. c. son taux d'escompte ».

BOURSE DE BRUXELLES

MARCHE DES CHANGES

Du fait de changements survenus au cours de la quinzaine dans la tendance de certaines devises sur divers marchés internationaux, la physionomie de notre cote des changes est actuellement assez différente de celle qu'elle présentait il y a deux semaines. A une exception près, ce revirement se traduit par une hausse du belga sur l'ensemble des devises traitées sur notre place.

La livre sterling, comme la plupart des autres changes, n'a pas eu un marché très actif. Elle s'est affaiblie de 34,95 7/8 à 34,9255. Le dollar est descendu de 7,1855 à 7,1785, tandis qu'il s'alourdissait à Londres de 4,8645 à 4,8655. Le franc français cote en ce moment 28,10 contre 28,1040 il y a quinze jours, après s'être, dans l'entretemps, élevé jusqu'à 28,14, hausse qui a coïncidé avec un bref retour de la livre sterling à Paris de 124,27 à 124,17. Le change sur Amsterdam s'est montré stable autour de 288,75. Nous retrouvons le franc suisse au delà de 139,15 venant de 138,60, revirement qui correspond à son avance sur le marché anglais de 25,225 à 25,0925. En sens inverse, le reichsmark enregistre un écart de cours proportionnellement aussi important; il est tombé en peu de jours de 171,20 à 170,30. A Londres, son niveau dépasse, depuis quarante-huit heures, légèrement 20,50. On annonce de Berlin que des sorties d'or paraissent probables. La lire italienne est depuis plusieurs jours déjà en recul sensible. Elle s'est repliée presque sans transition de 37,62 à 37,56 3/4. Les trois couronnes scandinaves se sont également alourdis dans une mesure notable. Le Stockholm a rétrogradé de 192,65 à 192,38, l'Oslo de 192,40 à 192,125, le Copenhague de 192,50 à 192,275.

La devise espagnole a traversé, durant ces derniers quinze jours, une période particulièrement critique. Entre le 27 mai et le 1^{er} juin, elle s'est affaissée à Londres de 50 à 61 et sur notre place de 69,85 à 57,75. Un redressement est intervenu dans la suite, qui a ramené le cours à son point de départ. Depuis lors les transactions sont redevenues normales. Mais le marché, apaisé au comptant, reste très nerveux à terme. Par suite de mesures de défense prises par les autorités espagnoles, il est devenu extrêmement malaisé de dénouer une opération de report à un, deux ou trois mois. Tandis qu'il y a dix jours encore une vente de pesetas à trois mois pouvait être réalisée à Londres avec une prime de 0,20 de peseta par £, actuellement, pour une même période, on subit une perte de 125 à 150 centièmes de pesetas, sans certitude de trouver facilement une contre-partie.

Notre marché s'est montré, ces temps derniers, plutôt acheteur de devises à terme. Du fait de cette tendance, le départ de la livre sterling livrable à un mois, s'est réduit de 0,03 à 0,016 de belga, et de 0,07 à 0,036 pour un trimestre. D'autre part, on paie actuellement pour le franc français traité à un mois 1/2 centième de belga de prime au lieu du pair, et 0,02 au lieu de 0,005 pour une période de trois mois.

Le call money a été, ces jours-ci, un peu plus recherché. Le taux s'est fixé un peu au delà de 1 p. c. contre 3/4 p. c. à 1 p. c. précédemment. Quant à l'escompte hors banque, il est toujours recherché à 2 1/8 p. c. et l'offre est quasi nulle.

Le 8 juin 1931.

MARCHE DES TITRES

Comptant

La quinzaine écoulée n'a apporté aucun changement dans l'allure du marché du Comptant, qui reste déprimée.

Le manque de transactions suivies provoque un nouveau recul de toute la cote, souvent très sensible, comme le montre le tableau comparatif ci-après des cours faits les 4 juin et 19 mai.

Aux **rentes** : 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 80,90-82; 5 p. c. Restauration Nationale 1919 se répète à 100,25; 5 p. c. Intérieur à prime, 527-533; 5 p. c. Dette Belge 1925, 98,90-99; 6 p. c. Consolidé 1921, 102,75-103,60; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 229-235; 5 p. c. Dommages de Guerre 1922, 271-274,50; 5 p. c. Dommages de Guerre 1923, 559,50-563,75; 6 p. c. Association Nationale des Industriels et Commerçants pour la Réparation des Dommages de Guerre se répète à 104,50.

Aux **assurances et banques** : Assurances Générales sur la Vie, 5600-5975; Banque Belge pour l'Etranger, 855-900; Banque de Bruxelles, 675-700; Banque Nationale de Belgique, 3000-3130; Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 4025-4200; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 852,50-930; part de réserve Société Générale de Belgique, 5750-6450.

Aux **entreprises immobilières, hypothécaires et hôtelières** : action de dividende Hypothécaire Belge-Américaine, 12400-12300; Immobilière Bruxelloise, 4750-4900; action de dividende Madrid Palace Hôtel, 830-1150.

Aux **chemins de fer et canaux** : Société Nationale des Chemins de fer Belges, 561-568; part de fondateur Congo, 8100-8825; action privilégiée 6 p. c. Katanga, 1050-1115; action de jouissance Welkenraedt, 19100-22400.

Aux **tramways, chemins de fer économiques et vicinaux** : action de dividende Bruxellois, 5325-5450; part sociale Le Caire, 710-730; action de dividende Pays de Charleroi, 935-970; 100^e part de fondateur Rosario, 800-950.

Aux **tramways et électricité (Trusts)** : 1/5^e action ordinaire Centrale Industrielle Electrique, 2700-3050; part sociale Compagnie Belge des Chemins de fer et Entreprises, 1060-1150; 10^e part de fondateur Electrafina, 880-930; action privilégiée Sidro, 760-870; Société de Traction et Electricité, 1950-2050; action ordinaire Sofina, 15250-16500.

Aux **entreprises de gaz et d'électricité** : action de jouissance Electricité Anversoise, 3550-3970; 10^e part de fondateur Electricité du Borinage, 3375-3510; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité, 10750-11050; action de dividende Electricité de l'Escaut, 6650-7250; 10^e part de fondateur Electricité de l'Est de la Belgique, 7025-7000; 100^e part de fondateur Intercommunale Belge d'Electricité, 3100-3400; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 10350-10700.

Aux **industries métallurgiques** : Armes de Guerre, 455-525; action de capital Fabrique de fer de Charleroi, 1375-1675; Forges de Clabecq, 20000-22525; Cockerill, 1215-1340; Espérance-Longdoz, 2425-2525; Ougrée-Marihaye, 2550-2970; Providence, 6850-7250; Thy-le-Château, 3900-4225.

Aux **charbonnages** : Bonnier, 2125-2510; Centre de Jumet, 3825-4100; Gouffre, 14650-14800; part sociale Hornu et Wasmes, 3500-3675; Mariemont et Bascoup, 4325-5325; Nord de Gilly, 10000-12100; Willem-Sophia, 4675-4800.

Aux **zincs, plombs et mines** : Asturienne des Mines, 225-265; part sociale Overpelt-Lommel et Corphalie, 440-465; 10^e action Vieille-Montagne, 1600-1710.

Aux **glaceries et verreries** : Auvelais, 12000-12500; 5^e action Charleroi, 3000-3710; Moustier-sur-Sambre, 11500-12975; part sociale St-Roch, 20000-21000; action de dividende Gilly se répète à 1010; Hamendes se répète à 650; part sociale Industrie Mécanique du Verre, 525-510; Val-St-Lambert, 1575-1610.

Aux **industries de la construction** : action ordinaire Cannon-Brand, 1160-1260; Carrières Unies de Porphyre, 4430-4830; action ordinaire Ciments de Visé, 1755-2300; part de fondateur Merbes-Sprimont, 3925-3850.

Aux **industries textiles et soieries** : part sociale l'Ensivaloise, 1680-1750; action de dividende Etablissements Américains Gratry, 2800-3100; Linière La Lys, 10900-11100; 10^e action ordinaire Soierie de Tubize, 575-552,50.

Aux **produits chimiques** : Auvelais, 1320-1390; Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 1030-1100; part de fondateur Industries Chimiques, 1530-1740; action de dividende Sidac, 3350-3125; part sociale Union Chimique Belge, 825-875.

Aux **valeurs coloniales** : part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 3825-4050; Brasseries du Katanga, 1500-1540; action de dividende Brasseries de Léopoldville, 2065-2375; action de capital Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 3100-3500;

action privilégiée Katanga, 38100-41500; action ordinaire idem, 31150-36050; Union Minière du Haut-Katanga, 3035-3625.

Aux **valeurs de plantations caoutchoutières** : part de fondateur Hallet, 2030-2160; part de fondateur Huileries de Sumatra, 870-897,50; action de capital Selangor, 220-210.

Aux **alimentation** : 10^e part de fondateur Compagnie Industrielle Sud-Américaine, 2510-2625; action de capital Minoteries et Elevateurs à Grains, 1610-1930.

Aux **brasseries** : Brasseries d'Ixelles, 3825-3950; Koekelberg, 1700-1740; Brasseries du Lion, 857,50-830.

Aux **industries diverses** : 9^e action ordinaire Anciens Etablissements De Naeyer, 4260-4900; part de fondateur Grands Magasins de l'Innovation, 3200-3500; part de fondateur St-Sauveur, 2225-2345, action ordinaire Wagons-Lits, 327,50-375.

Aux **papeteries** : action de dividende Anversoises, 720-835; Godin, 1080-1100; part sociale Papeteries de Saventhem, 1130-1260.

Aux **pétroles** : action de dividende Nafta, 632,50-737,50.

Aux **sucreries** : action de capital Sucreries et Raffineries en Roumanie, 2280-2300; action ordinaire idem, 5280-5300; part sociale Société Générale de Sucreries, 405-510.

Aux **actions étrangères** : Crédit Foncier de Santa-Fé, 1837,50-1925; part de fondateur Banque Agricole d'Egypte, 97000-93000; action de dividende Cairo-Héliopolis, 2700-3290; Chade, 10125-11075; Sévillane d'Electricité, 1500-2055; 20^e part de fondateur Ateliers de Constructions du Nord de la France, 1275-1305; part de fondateur Chemins de fer Economiques du Nord, 2600-2850; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 17650-18225; part de fondateur Exploitations Indes Orientales, 6325-6700; part de fondateur Huileries de Deli, 1825-1775; action ordinaire Royal Dutch, 29250-31150; part sociale Arbed, 3500-4150.

Terme.

Banque de Paris et des Pays-Bas, 3050-3065; Barcelona Traction, 435-572,50; Brazilian Traction, 567,50-555; action de capital Buenos-Ayres, 162,50-173,75; action de dividende idem, 136,25-153,75; Héliopolis, 1785-1795; Petrofina, 646,25-647,50; Prince-Henri, 1350-1425; action ordinaire Hydro-Electric Securities, 670-662,50; action privilégiée Sidro, 740-877,50; 1/5^e action ordinaire idem, 660-810; action privilégiée Union Minière du Haut-Katanga, 3020-3640.

STATISTIQUES

MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES.

I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

DATES	Taux officiels (B. N. de B.)			Taux (hors banque)		Taux du « call money »	
	escompte d'acceptat. et de traites domiciliées	escompte de traites non domic. et de promesses	prêts et avances sur fonds publics nationaux	papier commercial	papier financier	en com- pensation	marché
a) La dernière quinzaine :							
21 mai 1931.....	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	0,75	1,—
22 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	0,75	1,—
26 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	0,75	0,875
27 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	0,75	0,875
28 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	0,75	0,875
29 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	0,75	0,875
30 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	1,125	1,125
1 juin	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	1,—	1,—
2 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	1,—	1,—
3 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	1,—	1,—
4 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	1,—	1,25
5 —	2,50	3,—	3,50	2,125	2,375	1,125	1,125
b) Les derniers mois (1) :							
1929.....	4,35	4,85	5,85	4,3018	5,1545	2,8324	2,8473
1930.....	2,95	3,45	4,12	2,7807	3,1910	1,6421	1,5903
1930 Mars	3,50	4,—	5,—	3,310	4,208	2,447	2,553
Avril	3,50	4,—	5,—	3,331	4,—	2,380	2,385
Mai	3,—	3,50	4,—	2,870	3,071	1,692	1,745
Juin	3,—	3,50	4,—	2,777	2,917	1,608	1,641
Juillet	3,—	3,50	4,—	2,7825	2,9375	1,550	1,605
Août	2,50	3,—	3,50	2,4375	2,625	1,073	1,073
Septembre	2,50	3,—	3,50	2,3918	2,60	0,885	0,899
Octobre.....	2,50	3,—	3,50	2,2662	2,4844	0,968	1,009
Novembre.....	2,50	3,—	3,50	2,0450	2,2500	1,—	1,045
Décembre.....	2,50	3,—	3,50	2,3425	2,6363	1,394	1,572
1931 Janvier	2,50	3,—	3,50	2,375	2,741	1,091	1,144
Février	2,50	3,—	3,50	2,3125	2,5521	1,078	1,078
Mars	2,50	3,—	3,50	2,25	2,50	1,034	1,043
Avril	2,50	3,—	3,50	2,25	2,50	0,776	0,781
Mai	2,50	3,—	3,50	2,1956	2,4432	0,793	0,913

Taux des reports (Caisse Générale de Reports) au 5 juin 1931

sur les valeurs au comptant ..	5,— %
sur les valeurs à terme	4,50 %

(1) Les chiffres annuels sont des moyennes; les chiffres mensuels sont les taux officiels à la fin de chaque mois ou des moyennes mensuelles en ce qui concerne les taux « hors banque » et les taux du « call money ».

II. — Taux des dépôts en banque au 5 juin 1931.

BANQUES	Compte à vue	Compte de quinzaine	Compte à préavis de 15 jours	Compte de dépôts à :						
				1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	5 ans
Société Générale	1,—	2,—	—	2,10	2,20	2,20	—	—	—	—
Banque de Bruxelles.....	1,—	2,—	2,—	2,10	2,20	2,20	—	—	—	—
Caisse de Reports	1,—	2,03	—	—	2,20	2,20	2,20	2,20	—	—
Algemeene Bankvereniging en Volksbank van Leuven	1,—	2,—	—	2,10	2,20	2,20	—	—	—	—
Société Nationale de Cré- dit à l'Industrie	—	—	—	—	2,50	2,75	3,	3,25	3,25	3,25

Taux des dépôts sur livrets à la Caisse d'Epargne sous la garantie de l'Etat : 3 p. c. jusqu'à 20.000 francs; 2 p. c. pour le surplus.

MARCHE DES CHANGES.

I. — Cours quotidiens des changes à Bruxelles.

DATES 1931	Londres 1 £ = 35 belgas	PARIS 100 fr. = 28,1773 b.	New-York (câble) 1 \$ = 7,19193 b.	AMSTERDAM 100 fl. = 289,086 b.	GENÈVE 100 fr. = 138,77 b.	MADRID 100 P. \$ = 138,77 b.	ITALIE 100 litres = 37,852 b.	STOCKHOLM 100 cr. = 192,736 b.	OSLO 100 cr. = 192,736 b.	COPENHAGUE 100 cr. = 192,736 b.	PRAGUE 100 Kč = 21,086 b.	MONTREAL 1 \$ = 7,19193 b.	BERLIN 100 M. = 171,321 b.	VIENNE 100 sch. = 101,20 b.	VARSOVIE 100 zl. = 80,68 b.	BUDAPEST 100 pengő = 125,79 b.	LETTONIE 100 Lat = 138,702 b.
21-5	34,952	28,103	7,18475	288,66	138,56	71,975	37,625	192,625	192,35	192,45	21,30	7,171	171,15	101,025	80,45	125,40	138,60
22 5	34,95875	28,104	7,1855	288,745	138,60	71,10	37,62	192,65	192,40	192,50	21,295	7,172	171,20	101,—	80,45	125,20	138,60
26-5	34,939	28,0965	7,183	288,67	138,86	68,70	37,5975	192,575	192,30	192,325	21,285	7,167	170,73	100,85	80,45	125,25	138,60
27-5	34,924	28,105	7,1805	288,66	138,75	69,85	37,565	192,575	192,175	192,20	21,275	7,169	170,52	100,975	80,40	125,20	138,40
28-5	34,92	28,0995	7,179	288,68	138,79	66,65	37,57875	192,475	192,15	192,25	21,275	7,174	170,51	100,975	80,40	125,20	138,55
29-5	34,935	28,1055	7,18	288,83	138,89	64,35	37,59375	192,49	192,25	192,375	21,27	7,1675	170,56	100,875	80,45	125,20	138,40
1-6	34,926	28,14	7,1795	288,81	139,325	57,75	37,5675	192,49	192,20	192,31	21,28	7,166	170,49	100,775	80,40	125,125	138,575
2-6	34,9325	28,1375	7,179	288,96	139,26	65,45	37,56	192,50	192,225	192,35	21,275	7,169	170,53	100,80	80,40	125,15	138,45
3-6	34,9425	28,129	7,18	289,01	139,29	68,25	37,5675	192,425	192,30	192,375	21,275	7,1725	170,47	100,80	80,30	125,20	138,75
4-6	34,925	28,1125	7,178	288,74	139,21	67,90	37,565	192,40	192,20	192,2975	21,2625	7,1715	170,39	100,75	80,35	125,25	138,60
5-6	34,9255	28,10	7,1785	288,77	139,165	69,00	37,5675	192,38	192,125	192,275	21,265	7,1605	170,30	100,70	80,35	125,15	138,60

II. — Moyennes annuelles et mensuelles des changes à Bruxelles.

	Londres	Paris	New-York (câble)	Amsterdam	Genève	Madrid	Italie	Stockholm	Berlin	Vienne
1929.....	34,902	28,142	7,1859	288,59	138,55	105,48	37,612	192,50	171,09	101,03
1930.....	34,844	28,126	7,1662	288,25	138,89	83,72	37,534	192,46	170,95	101,03
1930 Mars.....	34,883	28,071	7,1730	287,69	138,78	88,68	37,571	192,68	171,13	101,07
Avril.....	34,839	28,069	7,1634	287,94	138,83	89,49	37,550	192,57	170,99	100,99
Mai.....	34,821	28,102	7,1647	288,18	138,69	87,66	37,562	192,28	170,98	100,99
Juin.....	34,819	28,121	7,1658	288,06	138,80	84,36	37,540	192,42	170,93	101,08
Juillet.....	34,808	28,142	7,1537	287,83	138,98	82,39	37,477	192,33	170,74	101,03
Août.....	34,829	28,130	7,1507	288,10	139,04	77,83	37,458	192,30	170,83	101,06
Septembre.....	34,854	28,158	7,1688	288,81	139,14	76,84	37,543	192,64	170,80	101,21
Octobre.....	34,843	28,134	7,1708	288,98	139,26	74,16	37,546	192,56	170,70	101,15
Novembre.....	34,829	28,163	7,1716	288,58	139,03	80,81	37,535	192,42	170,91	100,99
Décembre.....	34,770	28,130	7,1592	288,30	138,87	77,28	37,501	192,09	170,70	100,83
1931 Janvier.....	34,819	28,121	7,1721	288,54	138,85	74,73	37,543	191,96	170,61	100,80
Février.....	34,846	28,112	7,1717	287,89	138,39	73,17	37,547	192,01	170,50	100,81
Mars.....	34,881	28,100	7,1795	287,82	138,16	77,05	37,612	192,28	170,94	100,87
Avril.....	34,948	28,119	7,1911	288,69	138,50	74,87	37,658	192,59	171,25	101,11
Mai.....	34,956	28,109	7,1865	288,76	138,60	71,82	37,627	192,66	171,08	101,03

III. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas.)

DATES	POUR 1 £		POUR 100 FR. FR.		POUR 1 \$		POUR 100 FLORINS	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
A 1 mois :								
21 mai 1931.....	D 0,030	—	pair	—	D 0,0035	D 0,0030	D 0,20	—
22 —.....	D 0,028	—	R 0,002	—	D 0,0010	—	D 0,20	—
26 —.....	D 0,022	—	R 0,004	—	D 0,0025	—	D 0,20	—
27 —.....	D 0,018	—	R 0,005	—	D 0,0020	—	D 0,175	—
28 —.....	D 0,009	—	R 0,006	—	pair	—	pair	—
29 —.....	—	D 0,012	—	R 0,010	—	D 0,0005	pair	—
30 —.....	D 0,016	D 0,014	—	R 0,008	—	pair	pair	R 0,05
1 juin 1931.....	—	D 0,017	—	R 0,002	pair	—	pair	—
2 —.....	—	D 0,020	—	—	pair	—	pair	—
3 —.....	D 0,026	—	—	pair	pair	—	—	D 0,010
4 —.....	D 0,016	—	R 0,002	—	R 0,0005	—	—	—
5 —.....	D 0,016	—	R 0,006	—	R 0,0010	—	pair	—
A 3 mois :								
21 mai 1931.....	D 0,071	—	R 0,006	—	D 0,0060	—	D 0,40	—
22 —.....	D 0,062	—	R 0,008	—	D 0,0050	—	D 0,40	—
26 —.....	D 0,062	—	R 0,012	—	D 0,0050	—	D 0,40	—
27 —.....	D 0,058	—	R 0,016	—	D 0,0040	—	D 0,35	—
28 —.....	D 0,036	—	R 0,020	—	D 0,0015	—	pair	—
29 —.....	—	D 0,034	—	R 0,024	pair	—	pair	—
30 —.....	D 0,038	D 0,034	—	R 0,018	pair	—	pair	R 0,05
1 juin 1931.....	—	D 0,040	—	R 0,007	pair	—	pair	—
2 —.....	—	D 0,046	—	R 0,004	pair	—	pair	—
3 —.....	D 0,054	—	pair	—	pair	—	—	D 0,15
4 —.....	D 0,036	—	R 0,010	—	R 0,0025	—	D 0,05	—
5 —.....	D 0,036	—	R 0,020	—	R 0,0030	—	pair	—

INDICES DES PRIX EN BELGIQUE.

Indices simples des prix de détail (d'après le « Moniteur belge »).

(Base: avril 1914, indice 100).

DATES	Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Pour le royaume		
					en fr.-pap.	en fr.-or (1)	
Année 1929	plus haut	945	952	890	894	897	129
	plus bas	897	909	852	851	856	123
	moyenne	919	928	869	870	875	126
Année 1930	plus haut	942	951	889	891	895	129
	plus bas	890	908	833	841	859	124
	moyenne	911	925	859	861	874	126
1930 15 mars	919	934	868	869	879	127	
15 avril	904	924	858	854	870	125	
15 mai	900	917	852	851	867	125	
15 juin	900	917	850	850	866	125	
15 juillet	907	920	854	854	869	125	
15 août	908	921	856	858	872	126	
15 septembre	910	922	857	861	874	126	
15 octobre	909	923	855	860	875	126	
15 novembre	908	922	850	858	872	126	
15 décembre	890	908	833	841	859	124	
1931 15 janvier	871	893	817	823	846	122	
15 février	854	871	789	808	825	119	
15 mars	841	860	780	796	811	117	
15 avril	834	854	779	788	808	116	
15 mai	831	841	768	778	803	116	

Indices des prix de gros.

DATES	Belgique (Revue du Travail) Base : avril 1914		Angleterre (B. of Trade) Base : 1913	Allemagne (Officiel) Base : 1913	Etats-Unis (B. of Labor) Base : 1926 (2)	
	francs-papier	francs-or (1)				
Année 1929	plus haut	869	125	140	140	98
	plus bas	823	119	132	134	94
	moyenne	851	123	136	137	96
Année 1930	plus haut	808	116	131	132	93
	plus bas	679	98	109	118	78
	moyenne	744	107	120	125	86
1930 Mars	774	112	124	126	91	
Avril	777	112	124	127	91	
Mai	774	112	122	126	89	
Juin	750	108	121	124	87	
Juillet	739	107	119	125	84	
Août	729	105	118	125	84	
Septembre	712	103	115	123	84	
Octobre	705	102	113	120	83	
Novembre	693	100	112	120	80	
Décembre	679	98	109	118	78	
1931 Janvier	661	95	107	115	77	
Février	658	95	106	114	76	
Mars	660	95	106	114	75	
Avril	652	94	106			
Mai	640	92				

(1) Sur la base du taux de stabilisation.

(2) Sur la base de 1913, l'index moyen de l'année 1926 était 151,1.

RENDEMENT DE QUELQUES FONDS D'ETAT BELGES ET CONGOLAIS.

DATES	Rente Belge, 3 p. c., 2 ^e série net d'impôts(*)		Rest. Nat. 1919 5 p. c. net d'impôts		Consolidé 1921, 6 p. c. impôt 2 p. c.		Congo 1906, 4 p. c. net d'impôts (*)		Congo 1896, 4 p. c. net d'impôts		Intérieur à prime 1920, 5 p. c. net d'impôts, remboursable en 75 ans par 750 fr./500			D. de guerre 1922, 5 p. c. net d'imp. tit. de 250 fr. remb. en 90 ans par 300 fr. ou avec lots			Dette belge 1925, 5 p. c., impôt 2 p. c. remb. en 20 ans à partir du 1-1-35		
	Cours	Rend.	Cours	Rend.	Cours	Rend.	Cours	Rend.	Cours	Rend.	Cours	Rend. en tenant compte de la prime de remb.	Rend. au cours seul ^t	Cours	Rend. en tenant compte de la prime de remb.	Rend. au cours seul ^t	Cours	Rend. en tenant compte de la durée de l'empr.	Rend. au cours seul ^t
1929 2 janvier	63,—	4,67	86,50	5,78	98,65	5,96	69,—	5,68	69,—	5,80	486,50	5,14	5,63	252,50	4,95	5,61	84,25	5,82	6,49
1930 3 janvier	65,50	4,49	90,50	5,52	100,25	5,87	68,—	5,76	71,05	5,63	495,—	5,05	5,54	247,—	5,06	5,74	86,25	5,68	6,12
1930 1 ^{er} avril	70,50	4,17	93,50	5,35	102,35	5,74	75,10	5,22	88,—	4,55	508,—	4,92	5,40	257,25	4,86	5,50	95,—	5,16	5,38
1 ^{er} mai	76,—	3,87	93,50	5,35	101,65	5,78	74,85	5,24	81,50	4,91	510,50	4,90	5,37	258,50	4,84	5,47	95,50	5,13	5,33
2 juin	75,—	3,92	93,50	5,35	103,—	5,71	79,25	4,95	84,—	4,76	516,50	4,84	5,30	261,75	4,78	5,40	96,50	5,08	5,23
1 ^{er} juillet	76,25	3,86	97,60	5,12	103,—	5,71	76,10	5,15	80,—	5,—	512,50	4,88	5,33	265,—	4,72	5,33	95,60	5,13	5,32
1 ^{er} août	77,—	3,90	99,—	5,05	103,—	5,71	75,50	5,30	79,55	5,03	518,75	4,82	5,28	265,25	4,71	5,33	97,60	5,02	5,13
1 ^{er} septembre	78,50	3,82	99,—	5,06	102,50	5,74	77,—	5,19	78,65	5,09	521,—	4,80	5,25	261,25	4,78	5,41	97,50	5,03	5,14
1 ^{er} octobre	79,—	3,80	99,—	5,05	102,—	5,76	77,45	5,16	80,80	4,95	525,—	4,76	5,20	262,75	4,76	5,38	98,40	4,98	5,05
3 novembre	78,50	3,82	99,90	5,01	102,20	5,75	80,—	5,—	79,70	5,02	520,50	4,80	5,25	263,50	4,74	5,36	97,60	5,02	5,13
1 ^{er} décembre	79,25	3,79	100,—	5,—	102,80	5,72	79,95	5,—	78,50	5,10	515,—	4,85	5,32	259,—	4,83	5,46	97,50	5,03	5,14
1931 5 janvier	80,—	3,75	100,50	4,98	103,50	5,68	78,25	5,11	78,60	5,09	515,—	4,85	5,32	266,50	4,69	5,29	96,50	5,08	5,25
2 février	80,75	3,72	100,05	5,—	103,75	5,67	79,10	5,06	81,—	4,94	520,—	4,81	5,26	277,50	4,50	5,07	95,75	5,12	5,33
2 mars	79,50	3,77	100,30	4,98	103,50	5,68	80,60	4,96	80,50	4,97	524,—	4,80	5,25	269,75	4,63	5,22	97,10	5,05	5,19
1 ^{er} avril	80,—	3,75	101,40	4,93	104,25	5,64	82,25	4,86	84,90	4,71	525,—	4,79	5,25	270,—	4,63	5,22	98,25	4,99	5,08
1 ^{er} mai	82,—	3,66	103,—	4,85	103,85	5,66	82,45	4,85	82,—	4,88	532,50	4,69	5,15	274,75	4,55	5,13	98,50	4,97	5,05
1 ^{er} juin	81,50	3,68	102,20	4,89	103,65	5,67	83,—	4,82	84,—	4,76	528,—	4,73	5,20	274,75	4,55	5,13	98,—	5,00	5,10

(*) Net d'impôts à partir du 16 juillet 1930.

INDICE MENSUEL DE LA BOURSE DE BRUXELLES (30 titres à revenu fixe, 120 titres à revenu variable).

	TITRES A REVENU FIXE					TITRES A REVENU VARIABLE													
	Dette belge directe et indirecte	Emprunts pro- vinces et commun.	Obliga- tions 4 % impôt 15 % (*)	Obliga- tions 6 % net d'impôt	Tous TITRES A REVENU FIXE	Banques	Entrepr. immobil. et hôtelières	Tramw. ch. de fer économ. et vicinaux	Tramw. et électri- cité (Trusts)	Gaz et électricité	Métal- lurgie	Char- bonnages	Zincs, plombs mines	Glaceries et verreries	Textiles et soieries	Colo- niales	Divers	Tous TITRES A REVENU VARIABLE.	
Indice par rapp.au mois préc.																			
1931 1 ^{er} mai	101	100	100	99	100	95	96	97	94	95	93	95	93	95	92	97	93		
1 ^{er} juin	100	103	99	101	101	89	84	84	81	85	79	91	81	93	82	93	85		
Indice par rapport au 1-1-28 :																			
1930 1 ^{er} avril	121	120	113	108	115	64	83	72	69	85	106	111	110	55	65	76	74		
1 ^{er} mai	122	119	114	107	115	64	86	75	70	87	105	118	109	58	69	79	76		
2 juin	123	123	115	108	116	61	81	68	66	83	97	117	58	94	63	77	72		
1 ^{er} juillet	124	121	116	108	117	57	76	66	60	80	91	116	48	91	58	74	67		
1 ^{er} août	125	123	117	108	117	55	72	60	57	78	89	116	41	89	51	69	64		
1 ^{er} septembre	125	124	117	108	118	57	59	58	56	77	90	116	39	86	48	65	63		
1 ^{er} octobre	126	126	117	109	119	56	62	58	57	76	86	122	40	90	46	63	62		
3 novembre	126	126	118	107	118	49	55	50	48	68	76	113	38	81	40	58	53		
1 ^{er} décembre	126	128	119	108	119	52	57	49	50	71	81	116	40	80	41	58	57		
1931 5 janvier	127	127	119	109	120	51	57	48	50	69	78	111	37	76	39	53	55		
2 février	128	127	120	109	120	52	59	50	51	71	77	105	39	74	41	58	56		
2 mars	127	125	122	109	120	57	61	55	58	75	81	104	44	79	43	69	62		
1 ^{er} avril	128	127	123	110	121	54	60	50	54	71	77	99	38	77	41	64	68		
1 ^{er} mai	129	127	123	109	121	51	58	48	51	68	71	93	33	71	39	62	54		
1 ^{er} juin	129	130	122	110	122	45	49	40	41	57	57	84	27	66	33	57	46		

(*) A partir du 16 juillet 1930.

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE (1).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE										
	NOMBRE MOYEN D'OUV.		PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES PAR BASSIN							Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Namur	Liège	Campine	TOTAL		
1929 Moyenne mensuelle	105.506	151.253	477	360	647	35	456	270	2.244	24.6	453
1930 Moyenne mensuelle	109.027	155.109	462	362	650	35	457	318	2.284	24.7	1.611
1930 Février	111.214	157.151	486	364	645	34	441	303	2.274	23.9	720
Mars	108.668	154.316	484	360	665	37	466	321	2.333	25.1	1.102
Avril	107.617	153.546	483	352	631	35	448	308	2.258	24.9	1.327
Mai	107.435	153.577	472	359	642	35	455	326	2.290	25.0	1.459
Juin	106.734	152.955	421	322	592	31	406	282	2.054	22.9	1.585
Juillet	102.271	147.428	371	361	657	36	471	315	2.212	25.3	1.719
Août	107.080	153.404	451	350	644	35	441	301	2.223	24.6	1.845
Septembre	106.558	152.532	459	365	661	36	460	313	2.293	25.6	1.980
Octobre	110.926	157.118	492	403	711	38	498	344	2.486	26.8	2.220
Novembre	113.473	160.533	443	349	613	33	433	323	2.195	22.9	2.394
Décembre	113.305	159.086	450	360	637	35	475	343	2.298	23.9	2.485
1931 Janvier	110.472	155.258	476	384	686	38	491	370	2.444	26.0	2.639
Février	108.733	154.001	405	345	621	31	443	335	2.179	23.2	2.710
Mars	109.043	153.956	480	369	660	49	483	366	2.407	25.6	2.799
Avril	108.560	155.930	454	366	658	31	467	342	2.318	24.7	3.034

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité à la fin de la période	MÉTALLURGIE. — PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre d'ouvriers		Fonte	Aciers bruts	Pièces d'acier moulées	Aciers finis	Fers finis
1929 Moyenne mensuelle	499	6.319	168	1.157	58 (2)	341	334	10,1	296	13,2
1930 Moyenne mensuelle	447	5.972	156	1.104	44 (2)	283	273	8,7	233	10,2
1930 Février	452	6.423	143	1.108	57	315	311	10,1	271	10,2
Mars	498	6.409	144	1.082	57	342	334	10,0	273 (3)	10,9
Avril	475	6.210	159	1.093	56	313	303	9,7	252	11,2
Mai	475	6.124	171	1.085	54	300	285	9,5	241	10,6
Juin	438	6.051	159	1.113	51	265	245	8,0	205	8,5
Juillet	431	6.089	176	1.090	49	260	256	8,1	209	10,1
Août	430	5.718	165	1.110	47	247	237	7,7	206	10,7
Septembre	416	5.654	172	1.141	46	251	246	8,2	203	11,4
Octobre	417	5.605	155	1.118	43	249	244	8,5	221	9,8
Novembre	404	5.471	128	1.093	44	239	216	6,6	194	7,5
Décembre	419	5.439	139	1.105	44	271	265	7,0	222	10,1
1931 Janvier	417	5.293	157	1.088	45	270	256	6,7	221	8,6
Février	380	5.362	139	1.077	44	240	222	5,6	193	5,0
Mars	420	5.249	154	1.099	43	263	242	5,7	200	4,5
Avril	410	5.247	162	1.130	43	257	245	5,7	200	4,6

(1) Statistique du ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la « Revue du Travail ».

(2) Au 31 décembre.

(3) A partir du mois de mars, les aciers demi-finis ne sont plus compris dans ce tonnage, tandis qu'ils l'étaient précédemment pour certaines usines.

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE.

Industries diverses.

I.

PÉRIODES	COTON Production semestrielle de filés (Tonnes)	LAINE		PAPIERS et CARTONS (Tonnes)	SUCRES			BRASSERIES Quantités de farines déclarées (Tonnes)
		Conditionnem ^{1*} de Verviers et de Dison (laine condition- née ou simplement pesée) (Tonnes)	Stocks de peignés dans les peignages à façon (à fin de mois) (Tonnes)		Production de sucres bruts (Tonnes)	Stocks à fin de mois (sucres bruts et raffinés) (Tonnes (*))	Déclarations en consommation (Tonnes (*))	
1929 Moyenne mensuelle	34.400 (1) 34.400 (2)	3.294	2.563	15.730	19.408	121.055	14.840	17.274
1930 Moyenne mensuelle	33.350 (1) 27.900 (2)	2.512	2.689	14.394	21.478	116.939	15.850	19.003
1930 Février	33.350 (1)	2.620	2.451	14.806	401	157.794	12.323	16.107
Mars		2.788	2.611	14.237	192	145.840	12.573	19.570
Avril		2.953	2.611	14.102	—	132.924	13.582	19.859
Mai		3.593	2.422	14.865	—	119.451	13.550	20.302
Juin		2.467	2.533	12.876	—	99.235	18.487	20.990
Juillet		2.240	2.770	14.044	—	78.500	19.796	21.047
Août		2.084	2.828	13.245	—	56.563	17.481	20.048
Septembre		2.155	2.907	14.444	—	31.514	19.610	19.813
Octobre		2.494	2.771	15.992	53.113	52.835	17.556	18.179
Novembre		2.147	2.749	13.828	131.455	151.743	15.014	16.587
Décembre		1.779	2.954	14.046	71.957	208.429	14.477	19.364
1931 Janvier		1.777	2.839	14.171	1.707	(*) 184.478	(*) 13.628	16.502
Février	2.285	2.358	13.608	216	169.234	15.110	15.246	
Mars	3.448	2.031	15.285	333	146.771	19.807	18.940	
Avril	2.551	1.952	—	—	121.960	20.730	21.592	

(1) Du 1^{er} février au 31 juillet.

(2) Du 1^{er} août au 31 janvier.

(*) A partir de janvier 1931, la statistique ne comprend plus les renseignements relatifs aux raffineries (quantités transformées dans ces usines, existances de sucres autres qu'étrangers, mises en consommation de sucres raffinés), les travaux dans les dits établissements n'étant plus soumis à la surveillance permanente des agents des accises.

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE.

Industries diverses.

II.

PÉRIODES	MARGARINE ET BEURRES ARTIFICIELS			ALLUMETTES			PÊCHE		OR extrait au Congo — Mines de Kilo-Moto (Kilogr.)	CUIVRE extrait au Congo (Tonnes)
	Production (Tonnes)	Déclarations en consommat. (Tonnes)	Déclarations à l'exportation (Tonnes)	Fabrication (Millions de tiges)	Destination donnée à la fabrication indigène		Ventes à la minque d'Ostende			
					Consom- mation	Exportation (avec décharge de l'accise)	Quantité (Tonnes)	Valeur (Milliers de francs)		
1929 Moyenne mensuelle.....	4.110	3.740	368	6.141	1.459	4.576	1.279	4.827	333,8	11.300
1930 Moyenne mensuelle.....	3.698	3.310	379	5.834	1.809	4.210	1.127	4.703	376,1	
1930 Février.....	3.575	3.265	308	5.745	1.573	4.402	671	2.730	354,6	6.212
Mars.....	3.873	3.516	358	6.014	1.554	3.807	1.731	6.243	370,7	13.119
Avril.....	3.862	3.467	394	6.082	1.380	4.762	1.247	5.348	347,7	9.000
Mai.....	3.327	2.895	428	5.422	1.657	2.946	1.117	3.763	351,6	9.500
Juin.....	3.015	2.637	383	4.768	1.438	3.158	748	3.603	353,2	8.872
Juillet.....	3.740	3.346	387	5.228	1.659	4.511	813	4.191	346,8	14.823
Août.....	3.566	3.148	410	5.196	2.050	4.142	959	4.450	361,0	15.754
Septembre.....	3.707	3.285	423	6.308	2.029	4.149	1.202	5.340	397,4	12.022
Octobre.....	3.904	3.393	425	7.039	2.207	4.932	1.202	5.340	427,9	13.493
Novembre.....	3.428	3.113	327	5.932	1.741	3.397	1.125	5.031	454,3	
Décembre.....	3.888	3.498	383	6.454	2.393	4.971	1.823	6.652	365,8	
1931 Janvier.....	3.200	3.018	182	6.381	1.560	4.841	647	3.129	424,5	
Février.....	2.750	2.579	173	5.388	1.550	3.078	768	3.167	408,4	
Mars.....	3.248	2.985	254	5.687	1.565	2.983	1.403	5.480	428,6	
Avril.....	3.025	2.750	273	4.823	1.880	2.892	1.003	3.930	417,3	

STATISTIQUE DU CHOMAGE EN BELGIQUE (1).

MOIS	ASSURÉS EN ÉTAT DE CHÔMAGE AU DERNIER JOUR OUVRABLE DU MOIS								TOTAL DES JOURNÉES PERDUES			
	Chiffres absolus				Moyenne pour cent assurés				a		b	
	Chômage complet		Chômage intermittent		Chômage complet		Chômage intermittent					
1929	1930	1929	1930	1929	1930	1929	1930	1929	1930	1929	1930	
Mai	2.382	12.119	8.686	38.761	0,4	1,9	1,4	6,1	33	227	0,60	3,79
Juin	2.559	12.226	11.194	41.336	0,4	1,9	1,8	6,5	46	196	0,77	3,27
Juillet	4.037	15.202	16.452	48.580	0,6	2,4	2,6	7,7	68	255	1,14	4,23
Août	3.200	19.242	15.614	51.710	0,5	3,0	2,5	8,2	60	310	1,00	5,17
Septembre	3.492	24.109	16.714	60.181	0,5	3,8	2,6	9,5	62	334	1,04	5,50
Octobre	3.291	27.322	13.930	54.804	0,5	4,3	2,2	8,5	61	382	1,02	6,37
Novembre	6.895	38.973	13.176	76.043	1,1	6,1	2,1	12,0	75	492	1,25	8,20
Décembre	15.761	63.540	29.309	117.519	2,4	9,2	4,6	17,0	130	629	2,17	11,20
	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931
Janvier	22.542	77.181	25.782	112.784	3,5	11,1	4,0	16,2	233	875	3,90	14,60
Février	16.185	81.750	31.222	121.906	2,6	11,7	4,9	17,4	245	980	4,08	16,20
Mars	14.030	81.305	28.469	125.972	2,2	11,3	4,5	17,7	197	884	3,28	14,70
Avril	13.715	70.377	36.606	110.139	2,2	10,0	5,8	15,6	250	788	4,14	13,10

a) Par mille assurés et par semaine.

b) En pour cent de l'ensemble des journées qu'auraient pu fournir les assurés.

(1) Statistique du ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la « Revue du Travail ».

ACTIVITE DE LA CONSTRUCTION. — Avril 1931.

	AUTORISATIONS DE BATIR (*)			
	Constructions d'immeubles	Reconstructions	Transformations	TOTAL
Agglomération bruxelloise :				
Anderlecht	51	—	3	54
Bruelles	8	2	66	76
Etterbeek	7	—	15	22
Forest	14	—	15	29
Ixelles	7	—	39	46
Jette	8	—	27	35
Koekelberg	14	—	4	18
Molenbeek-Saint Jean	8	—	44	52
Saint-Gilles	2	1	25	28
Saint-Josse-ten-Node	—	—	18	18
Schaerbeek	17	1	46	64
Uccle	46	—	60	106
Watermael-Boitsfort	—	—	—	—
Woluwe-Saint-Lambert	13	—	19	32
Anvers	8	6	278	292
Gand	38	2	20	60
Liège	30	3	112	145
Avril 1931	271	15	791	1.077
Année 1929	2.911	136	10.020	13.067
Année 1930	2.338	132	8.931	11.400
Février 1930	223	11	783	1.017
Mars "	284	8	932	1.224
Avril "	252	24	834	1.110
Mai "	228	10	763	1.001
Juin "	246	14	686	946
Juillet "	177	8	767	952
Août "	139	9	713	861
Septembre "	117	12	698	827
Octobre "	254	10	852	1.116
Novembre "	130	2	571	703
Décembre "	133	6	655	794
Janvier 1931	128	10	587	725
Février "	207	9	619	835
Mars "	262	15	788	1.065
Avril "	271	15	791	1.077

(*) La commune de Watermael-Boitsfort n'a pas fait parvenir les renseignements nécessaires.

INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE.

Base: moyenne mensuelle du chiffre d'affaires de 1927 = 100.

PÉRIODES	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1929	1930	1929	1930	1929	1930	1929	1930	1929	1930	1929	1930	1929	1930
Mai	140	141	136	174	110	126	129	133	89	93	127	136	155	161
Juin	147	146	158	156	165	176	124	131	89	81	125	125	139	153
Juillet	107	101	115	115	127	151	138	142	95	87	135	132	127	123
Août	96	82	115	112	114	117	142	136	104	88	134	130	126	111
Septembre	109	111	132	137	136	142	126	128	91	83	124	129	130	127
Octobre	162	140	155	145	123	133	136	141	105	89	145	140	204	190
Novembre	131	95	142	114	148	163	140	132	96	75	141	131	166	149
Décembre	140	116	187	163	222	225	149	153	96	76	148	144	169	152
	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931	1930	1931
Janvier	106	85	131	117	117	118	127	130	96	68	140	135	174	165
Février	104	80	123	95	129	129	134	112	92	62	133	122	150	136
Mars	132	126	142	127	106	126	124	129	95	66	137	125	169	164
Avril	145	(1) 135	154	(1) 127	127	(1) 117	133	128	91		130		182	

(1) Indices provisoires.

ABATAGES DANS LES PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS.

	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	<i>Nombre de bêtes abattues.</i>				
Moyenne mensuelle 1929	11.599	1.167	11.633	15.991	8.382
Moyenne mensuelle 1930	9.674	1.197	9.705	18.702	6.852
1930 Mars	9.357	1.231	9.274	15.240	3.646
Avril	9.900	993	10.770	14.732	3.525
Mai	10.376	1.060	12.185	17.195	3.298
Juin	8.245	810	10.767	17.937	2.264
Juillet	10.519	1.145	13.018	23.168	3.558
Août	8.535	1.170	9.491	18.459	3.705
Septembre	9.026	1.201	8.441	21.463	5.812
Octobre	10.778	1.413	9.318	25.179	14.920
Novembre	8.622	1.175	7.393	20.224	12.656
Décembre	8.987	1.242	7.709	20.336	11.185
1931 Janvier	8.308	1.070	8.837	24.782	8.851
Février	7.254	735	7.500	20.730	6.160
Mars	7.625	865	8.550	19.508	4.963
Avril	9.019	758	11.786	25.527	4.112
Mai	7.630	692	9.332	23.500	2.339

MOUVEMENT DU PORT D'ANVERS (1).

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE			
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES		SORTIES	
	Nombre de navires	Tonnage en milliers de tonnes de jauge	Tonnage moyen tonnes de jauge	Nombre de navires			Nombre de bateaux	Capacité en milliers de stères	Nombre de bateaux	Capacité en milliers de stères
				chargés	sur lest	Ensemb.				
1929 Moyenne mensuelle	965	2.027	2.101	808	161	969	3.495	1.051	3.457	1.026
1930 Moyenne mensuelle	917	1.955	2.132	767	149	916	3.684	1.073	3.649	1.054
1930 Février	863	1.780	2.063	759	116	875	3.320	1.018	3.307	1.011
Mars	940	1.996	2.123	796	133	929	3.748	1.113	3.616	1.039
Avril	846	1.760	2.075	745	130	875	3.493	1.057	3.487	1.036
Mai	943	2.093	2.221	806	136	942	3.609	1.036	3.781	1.097
Juin	904	1.976	2.185	729	145	874	3.469	974	3.435	957
Juillet	919	1.997	2.173	761	168	929	3.760	1.053	3.714	1.017
Août	920	1.977	2.149	783	147	930	3.989	1.148	3.925	1.124
Septembre	907	1.978	2.184	727	154	881	3.957	1.118	3.755	1.050
Octobre	978	2.041	2.086	826	183	1.009	3.943	1.170	3.878	1.107
Novembre	885	1.849	2.090	714	140	854	3.432	981	3.463	981
Décembre	890	1.920	2.156	740	176	916	3.704	1.052	3.625	1.038
1931 Janvier	835	1.814	2.172	728	114	842	3.677	1.079	3.613	1.042
Février	786	1.678	2.135	677	100	777	3.301	956	3.284	965
Mars	931	1.983	2.128	775	125	900	3.849	1.148	3.761	1.112
Avril	882	1.901	2.158	775	120	895	3.719	1.090	3.659	1.059
Mai	897	1.927	2.148	743	133	876				

(1) Chiffres communiqués par le capitaine du port d'Anvers.

MOUVEMENT DU PORT DE GAND.

PÉRIODES	ENTRÉES		SORTIES	
	Nombre de navires	Tonnage en milliers de tonnes de jauge	Nombre de navires	Tonnage en milliers de tonnes de jauge
1929 Moyenne mensuelle	240	244	240	244
1930 Moyenne mensuelle	230	245	230	244
1930 Mars	281	278	280	289
Avril	219	232	224	232
Mai	243	258	242	255
Juin	204	248	199	240
Juillet	222	255	222	251
Août	230	244	228	246
Septembre	204	214	200	209
Octobre	200	182	197	182
Novembre	237	230	236	237
Décembre	227	268	235	271
1931 Janvier	210	206	221	229
Février	197	203	199	208
Mars	191	190	193	190
Avril	175	193	186	217
Mai	205	212	205	216

RENDEMENT DES IMPOTS EN BELGIQUE (d'après le « Moniteur belge »).

1° Recettes fiscales sans distinction d'exercices (non compris les additionnels provinciaux et communaux).
(En millions de francs.)

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
Année 1929	3.439	2.305	4.092	9.836	—
Année 1930	2.935	2.344	2.855	8.134	—
1930 Février	246	192	244	682	1.536
Mars	252	195	279	726	2.262
Avril	312	213	258	783	3.044
Mai	294	200	290	784	3.828
Juin	204	193	231	628	4.456
Juillet	294	192	215	701	5.157
Août	171	189	193	554	5.711
Septembre	143	195	212	550	6.261
Octobre	216	201	235	652	6.913
Novembre	229	171	189	589	7.502
Décembre	225	197	210	632	8.134
1931 Janvier	263	171	195	629	629
Février	195	167	174	536	1.165
Mars	254	214	247	715	1.881
Avril	262	213	203	678	2.559

2° Recettes totales d'impôts effectuées jusqu'au 30 avril 1931 pour les exercices 1930 et 1931
(non compris les additionnels provinciaux et communaux).
(En millions de francs.)

	Exercice 1930		Exercice 1931		Avril 1931	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires (12/12 ^{es})	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires (4/12 ^{es})	Recettes effectuées pour	
					l'exerc. 1930	l'exerc. 1931
I. Contributions directes	2.418	3.000	425	1.015	102	161
II. Douanes et accises	2.330	2.210	750	781	1	212
dont douanes	1.336	1.330	426	463	—	122
accises	803	725	248	263	1	69
III. Enregistrement	2.853	3.100	812	833	1	202
dont enregistrement et transcr. .	645	950	180	237	—	46
successions	481	200	114	67	1	20
timbre, taxe de transm. ...	1.683	1.911	503	513	—	133
Total	7.602	8.310	1.988	2.629	103	575
Différence (±) par rapport aux évaluations budgétaires	— 708		— 641			

NOTE : L'exercice fiscal commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 octobre de l'année suivante. Pour les impôts directs, la période de perception dépasse de 10 mois l'année civile; la remise des déclarations par le contribuable et l'établissement des rôles par l'administration prennent, en effet, un certain temps. Les chiffres, pour cette catégorie d'impôts, ne sont donc définitifs qu'à partir de la clôture de l'exercice.

CAISSE GENERALE D'EPARGNE (sous la garantie de l'Etat).

Dépôts sur livrets (particuliers exclusivement) (1).

En milliers de francs.

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à la fin de la période (2)	Nombre de livrets à fin d'année
Année 1928	1.576.152	985.534	590.618	4.170.009	4.574.834
Année 1929	2.201.367	1.135.723	1.065.644	5.433.063	4.753.157
1930 Février	268.981	102.380	166.601	5.849.290	
Mars	261.976	114.685	147.291	5.996.581	
Avril	261.246	114.112	147.134	6.143.715	
Mai	287.026	118.670	168.356	6.312.071	
Juin	243.693	112.147	131.546	6.443.617	
Juillet	301.101	114.130	186.971	6.630.588	
Août	240.124	111.138	128.986	6.759.574	
Septembre	257.668	112.434	145.234	6.904.808	
Octobre	308.579	117.973	190.606	7.095.414	
Novembre	265.859	107.114	158.745	7.254.159	
Décembre	308.842 (3)	146.310 (3)	162.532 (3)	7.633.170 (3)	
1931 Janvier	447.179 (3)	136.174 (3)	311.005 (3)	7.944.175 (3)	
Février	288.075 (3)	134.054 (3)	154.021 (3)	8.098.196 (3)	
Mars	235.265 (3)	171.735 (3)	63.530 (3)	8.161.726 (3)	
Avril	246.961 (3)	156.888 (3)	90.073 (3)	8.251.799 (3)	

(1) Les chiffres du présent tableau ne donnent que les mouvements de l'épargne pure.

(2) Les soldes des années 1928 et 1929 et celui de décembre 1930 comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice

(3) Chiffres approximatifs provisoires.

COURS DES METAUX PRECIEUX A LONDRES.

DATES	Or		Argent		Rapport or — argent
	En sh. et p. par once (2) d'or fin	En francs (1) par kg. d'or fin	En deniers par once (2) au titre stand. (222/240)	En francs (1) par kg. de fin	
1929 1 ^{er} janvier	84/11 1/4	23.806,79	26 3/8	665,99	35,75
1930 1 ^{er} janvier	84/11 1/4	23.802,01	21 1/2	542,79	43,85
1930 1 ^{er} avril	84/10 1/2	23.786,89	19 7/16	490,77	48,47
1 ^{er} mai	84/11	23.774,34	19 1/2	491,84	48,34
2 juin	84/11 1/2	23.772,34	17 3/16	433,27	54,87
1 ^{er} juillet	85/0 5/8	23.798,63	15 11/16	395,46	60,18
1 ^{er} août	84/11 7/8	23.776,14	16	403,25	58,96
1 ^{er} septembre	85/0	23.800,06	16 7/16	414,64	57,40
1 ^{er} octobre	84/11 3/4	23.793,20	16 3/8	413,05	57,60
3 novembre	85/0 1/4	23.810,33	16 3/4	422,60	56,34
1 ^{er} décembre	85/1 3/8	23.822,91	16 1/4	409,75	58,14
1931 1 ^{er} janvier	85/1 1/4	23.777,92	14 7/16	363,41	65,43
2 février	84/11 1/2	23.785,67	13 1/4	334,20	71,17
2 mars	84/11 1/2	23.792,16	12 5/8	318,52	74,70
1 ^{er} avril	84/10 1/4	23.833,58	12 15/16	327,37	72,80
1 ^{er} mai	84/9 3/4	23.834,49	13	329,13	72,42
1 ^{er} juin	84/9 3/4	23.808,92	12 1/4	309,81	76,85

(1) Conversion effectuée au cours de la livre sterling à Bruxelles à la date de la cotation.

(2) L'once troy = 31,103481 grammes.

Banque Nationale de Belgique

Principaux postes des situations hebdomadaires.

(En milliers de francs.)

ACTIF	30-12-1913	4-6-1930	20-5-1931	28-5-1931	4-6-1931
Encaisse :					
Or	(1) 306.377	5.999.230	7.233.410	7.240.435	7.236.253
Traites et disponibilités « or » sur l'étranger	170.328	3.532.699	4.354.766	4.350.136	4.238.451
Portefeuille-effets sur la Belgique et sur l'étranger	603.712	4.019.462	3.687.606	3.721.974	3.655.489
Avances sur fonds publics	57.901	182.787	169.483	174.832	187.834
Bons du Trésor belge et autres fonds publics (arrêté royal du 25-10-26) ..	—	1.547.035	1.461.793	1.461.793	1.461.793
PASSIF					
Billets en circulation	1.049.762	14.613.747	16.019.056	16.092.291	16.152.825
Comptes courants particuliers	88.333	428.467	764.171	751.108	448.008
Compte courant du Trésor	14.541	257.831	183.354	166.537	241.531
Total des engagements à vue	1.152.636	15.300.045	16.966.581	17.009.936	16.842.364
Rapport de l'encaisse aux engagements à vue	41,36 %	62,30 %	68,30 %	68,14 %	68,13 %
Taux d'escompte des traites acceptées	5,— %	3,— %	2,50 %	2,50 %	2,50 %
Taux des prêts sur fonds publics	5,— %	4,— %	3,50 %	3,50 %	3,50 %

(1) Y compris 57.351 « Argent », billon et divers.

Moyennes annuelles et mensuelles des situations hebdomadaires.

DATES	ENCAISSE		Portefeuille effets sur la Belgique et sur l'étranger	Avances sur fonds publics	Bons du Trésor belge et autres fonds publics (arrêté royal du 25-10-26)	Billets en circulation	COMPTES COURANTS		Total des engagements à vue
	Or	Traites et disponibi- lités-or sur l'étranger					Particuliers	Trésor	
Année 1929	4.946.219	2.563.085	3.775.451	226.722	1.719.651	12.679.167	433.613	147.377	13.260.157
Année 1930	6.113.847	3.701.635	3.933.281	173.608	1.561.596	14.851.574	586.156	108.540	15.546.270
1930 Mars	5.900.723	2.729.438	4.085.408	184.369	1.545.281	13.945.359	489.838	79.276	14.514.473
Avril	5.913.324	3.062.046	4.167.508	198.821	1.565.095	14.428.665	364.730	170.962	14.964.357
Mai	5.985.079	3.310.997	4.108.575	171.832	1.575.097	14.525.520	541.341	123.431	15.190.293
Juin	6.004.375	3.588.253	3.930.356	172.272	1.547.650	14.537.136	621.044	104.127	15.262.308
Juillet	6.011.860	3.969.382	3.867.629	173.268	1.552.187	15.079.420	479.872	93.545	15.652.837
Août	6.043.262	4.319.149	3.860.264	164.095	1.554.663	15.288.213	678.231	79.143	16.045.587
Septembre	6.096.740	4.385.405	3.719.555	155.108	1.555.328	15.324.437	620.606	59.650	16.004.693
Octobre	6.444.353	4.348.416	3.712.743	154.569	1.557.775	15.630.252	577.044	91.666	16.298.962
Novembre	6.480.318	4.494.574	3.687.652	166.679	1.559.814	15.737.209	637.328	78.951	16.453.488
Décembre	6.625.107	4.650.369	3.935.992	175.197	1.540.651	15.904.550	825.943	142.359	16.872.852
1931 Janvier	6.869.760	4.581.184	4.082.535	158.212	1.461.793	16.122.883	1.013.623	97.768	17.234.274
Février	7.043.075	4.477.726	3.808.197	171.533	1.461.793	16.080.021	917.523	54.686	17.052.230
Mars	7.149.401	4.555.432	3.770.637	168.863	1.461.793	15.987.600	1.073.290	125.341	17.186.231
Avril	7.212.849	4.622.136	3.687.752	178.284	1.461.793	16.208.141	735.965	182.347	17.126.453
Mai	7.233.605	4.334.085	3.684.141	170.272	1.461.793	16.115.045	686.872	140.894	16.942.811

Banque des Règlements Internationaux, à Bâle

SITUATION

ACTIF.

en milliers de francs suisses au pair monétaire.

PASSIF.

	Au 30 avril 1931		Au 31 mai 1931			Au 30 avril 1931		Au 31 mai 1931	
		P. c.		P. c.			P. c.		P. c.
I. Encaisse :					I. Capital :				
A la banque et en compte courant dans d'autres banques	7.552	0,4	8.922	0,4	Capital autorisé : 200.000 actions de 2.500 fr. suisses-or chacune	500.000		500.000	
II. Fonds à vue placés à intérêts	102.798	5,3	133.502	6,3	Capital émis	414.000		424.000	
III. Portefeuille réescomptable (au prix d'achat) :					Actions libérées de 25 p. c.	103.500	5,3	106.000	5,0
1° Effets de commerce et acceptations de banque	443.408	22,8	455.907	21,4	II. Réserves :				
2° Bons du Trésor	203.875	10,5	210.406	9,9	1° Fonds de réserve légale			559	
	647.283		666.313		2° Fonds de réserve de dividende			1.094	
IV. Fonds à terme placés à intérêts :					3° Fonds de réserve générale			2.189	3.842
1° A trois mois au maximum	939.893	48,4	1.038.987	48,9	III. Dépôts à long terme :				
2° De trois à six mois au maximum	7.359	0,4	29.701	1,4	1° Compte du Trust des annuités	154.621	8,0	154.196	7,3
	947.252		1.068.688		2° Dépôt du gouvernement allemand ...	77.310	4,0	77.098	3,6
V. Effets et placements divers :					3° Fonds de garantie du gouvernement franç.	68.805	3,5	68.791	3,2
1° A un an d'échéance au maximum	188.279	9,7	188.439	8,9	IV. Dépôts à court terme et à vue :				
2° A plus de un an d'échéance	37.633	1,9	45.951	2,1	1° Banques centrales pour leur compte :				
	225.912		234.390		a) De trois à six mois au maximum	10.889	0,6	8.695	0,4
VI. Autres actifs	12.580	0,6	14.161	0,7	b) A trois mois au maximum	457.218	23,5	514.713	24,2
					c) A vue	295.267	15,2	333.636	15,7
						763.374		857.044	
					2° Banques centrales pour le compte d'autres déposants :				
					a) A trois mois au maximum	589.995	30,4	680.607	32,0
					b) A vue	152.454	7,8	158.994	7,5
						742.449		839.601	
					3° Autres déposants :				
					a) A trois mois au maximum	13.803	0,7	—	—
					b) A vue	228	0,0	858	0,0
						14.031		858	
					V. Bénéfices à répartir le 1^{er} juillet 1931 :				
					1° Dividende payable aux actionnaires au taux de 6 p. c. par an			5.156	
					2° Participation des déposants à long terme d'après l'article 53 (e) des statuts			2.189	
								7.345	0,4
					VI. Postes divers	19.287	1,0	11.201	0,5
TOTAL	1.943.377	100	2.125.976	100	TOTAL	1.943.377	100	2.125.976	100

Banque Nationale Suisse

Situations hebdomadaires (en milliers de fr. s.).

DATES	Encaisse métallique (or et argent) (1)	Disponibilités « or » à l'étranger	Portefeuille effets sur la Suisse	Avances sur nantissements	Correspondants	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse métallique aux engagements à vue %
1929 Moyenne annuelle.....	544.912	237.410	137.510	62.402	34.404	859.997	106.241	56.40
1930 Moyenne annuelle.....	613.893	347.019	49.424	43.058	30.204	898.726	199.273	55.91
1930 Mars.....7	581.359	344.968	77.690	43.964	16.223	664.909	157.774	56.85
Avril.....7	(1) 560.995	344.313	40.151	45.486	21.312	685.922	108.069	56.44
Mai.....7	578.789	371.389	36.285	48.783	27.629	877.567	189.849	54.22
Juin.....7	578.834	367.066	36.509	43.669	24.950	876.626	185.297	54.51
Juillet.....7	578.900	500.050	41.237	54.323	28.687	895.035	144.245	55.70
Août.....7	610.177	332.191	34.322	40.621	28.867	900.704	183.400	56.28
Septembre.....6	639.585	342.326	70.123	36.501	24.335	923.983	229.314	55.46
Octobre.....7	639.690	334.439	25.332	40.532	30.790	944.641	181.709	56.79
Novembre.....7	671.926	346.612	22.853	37.518	25.769	955.651	202.812	58.—
Décembre.....6	671.864	332.175	25.778	38.924	27.352	948.366	204.320	58.29
1931 Janvier.....7	716.844	344.100	73.488	49.263	25.298	975.528	295.733	56.39
Février.....7	654.431	375.305	27.272	38.420	18.260	914.067	286.586	54.51
Mars.....7	642.956	365.597	41.777	36.584	45.206	935.350	284.194	52.72
Avril.....7	642.796	313.653	46.211	40.032	41.222	971.838	158.360	56.87
Mai.....7	642.822	288.355	36.009	45.304	34.784	941.145	173.099	57.69

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 22 janvier 1931.
précédent : 2 ½ %, depuis le 11 juillet 1930.

(1) Depuis le 1^{er} avril 1930, l'argent n'est plus compris dans l'encaisse servant de couverture.

Banque de Pologne

Situations hebdomadaires (en milliers de zloty).

DATES	Encaisse métallique	Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères	Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères ne servant pas de couverture	Portefeuille effets	Avances sur titres	Billets en circulation	Exigibilités à vue (y compris le compte courant du Trésor)	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1929 Moyenne annuelle.....	643.791	461.735	106.147	697.518	81.566	1.254.561	515.905	62.44
1930 Moyenne annuelle.....	663.274	290.246	113.125	639.150	74.159	1.274.159	324.192	59.66
1930 Mars.....10	701.110	339.986	109.345	636.498	69.362	1.244.124	451.760	61.39
Avril.....10	702.031	299.071	113.885	608.803	71.570	1.278.465	338.185	61.92
Mai.....10	702.234	297.825	118.243	593.137	70.745	1.255.861	354.376	62.11
Juin.....10	702.459	266.946	113.994	573.752	71.608	1.260.346	307.918	61.81
Juillet.....10	703.036	246.054	109.986	585.087	74.037	1.263.043	293.480	60.97
Août.....10	703.278	221.876	109.406	602.731	75.102	1.288.244	265.788	59.53
Septembre.....10	703.472	211.079	117.898	633.913	73.336	1.301.345	272.070	58.13
Octobre.....10	561.912	297.110	117.313	720.330	73.893	1.336.499	205.907	55.69
Novembre.....10	562.000	305.624	121.310	686.266	75.482	1.311.831	259.755	55.21
Décembre.....10	562.122	281.134	117.804	659.749	74.448	1.274.219	233.099	55.94
1931 Janvier.....10	562.288	276.243	123.476	642.273	77.448	1.204.660	261.461	56.42
Février.....10	562.567	253.219	119.821	604.205	78.518	1.199.720	227.565	57.16
Mars.....10	562.751	244.639	114.665	572.105	82.082	1.197.104	215.181	57.17
Avril.....10	562.922	240.384	110.346	550.848	83.319	1.211.638	251.700	54.89
Mai.....10	567.444	229.640	103.182	532.052	74.001	1.201.902	221.402	56.—

Taux d'escompte { actuel : 7,50 %, depuis le 3 octobre 1930.
précédent : 6,50 %, depuis le 13 juin 1930.

Federal Reserve Banks

Situations hebdomadaires (en milliers de \$).

DATES	Réserve en or	Autres réserves	Effets escomptés	Effets achetés sur le marché libre	Fonds publics nationaux	Billets en circulation (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées Trésor- et particuliers)	Rapport du total des réserves aux engagements à vue %
1929 Moyenne annuelle.....	2.855.410	162.748	942.725	243.127	205.293	1.766.743	2.419.011	72,1
1930 Moyenne annuelle.....	3.005.581	166.764	253.994	213.324	565.213	1.488.217	2.448.066	80,6
1930 Mars	2.995.523	188.436	308.616	271.202	486.145	1.041.426	2.349.108	79,8
Avril	3.037.281	184.069	226.164	267.002	527.296	1.558.305	2.395.476	81,5
Mai	3.068.169	173.855	237.448	175.203	527.844	1.492.994	2.413.009	83,0
Juin	3.060.579	184.710	239.728	189.240	543.834	1.457.317	2.464.519	82,2
Juillet	3.018.131	159.635	236.315	148.945	590.580	1.406.600	2.481.113	81,7
Août	2.961.178	165.631	205.923	133.571	576.224	1.338.774	2.423.406	83,1
Septembre	2.934.588	151.650	231.260	170.395	602.044	1.367.619	2.453.996	80,8
Octobre	2.976.528	149.625	173.166	211.023	600.439	1.365.398	2.466.112	81,6
Novembre	2.999.392	146.174	212.767	185.602	601.531	1.366.564	2.479.345	81,8
Décembre	3.005.020	136.457	257.097	243.697	617.003	1.475.745	2.489.749	79,2
1931 Janvier	2.993.516	153.832	227.385	265.456	658.901	1.624.898	2.499.717	76,3
Février	3.076.412	184.445	222.917	104.275	608.511	1.476.742	2.454.798	82,9
Mars	3.094.297	176.990	190.376	100.555	599.867	1.459.837	2.430.770	84,1
Avril	3.131.021	177.992	142.585	171.729	598.655	1.505.143	2.442.507	83,8
Mai	3.172.277	172.704	150.202	193.869	598.351	1.540.783	2.471.540	83,4

Taux d'escompte de la Federal Reserve Bank of New-York } actuel : 1,50 %, depuis le 8 mai 1931.
précédent : 2 %, depuis le 24 décembre 1930.

Banque d'Italie

Situations hebdomadaires (en milliers de Lit.).

DATES	Encaisse-or	Devises et avoirs à l'étranger admis dans la couverture des billets	Effets sur l'Italie	Avances sur nantissem.	Comptes courants débiteurs	Billets en circulation	Assignations sur la Banque	Comptes courants productifs et compte courant du Trésor	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1929 Moyenne annuelle	5.137.746	5.179.544	3.741.002	1.429.508	198.251	16.496.081	467.724	1.663.627	55,39
1930 Moyenne annuelle	5.231.025	4.681.749	3.008.226	1.196.725	194.149	15.929.432	423.711	1.511.025	56,61
1930 Mars	5.190.289	4.929.043	3.070.541	1.345.110	214.855	15.924.881	389.031	1.500.224	56,81
Avril	5.201.877	4.925.873	2.967.790	1.081.738	189.914	16.093.684	395.223	1.308.340	56,91
Mai	5.203.618	5.079.813	2.911.812	1.181.956	120.871	15.852.890	326.615	1.372.747	58,59
Juin	5.205.666	5.024.657	2.791.900	963.493	118.488	15.786.618	354.718	1.390.303	58,35
Juillet	5.207.713	4.944.176	2.805.007	1.071.457	238.398	15.897.300	417.415	1.429.837	57,21
Août	5.224.276	5.066.567	2.755.632	950.921	147.428	16.143.247	369.993	1.561.048	56,88
Septembre	5.232.090	5.070.383	2.774.948	1.072.554	222.691	16.031.052	377.715	1.518.739	57,46
Octobre	5.290.746	4.897.209	2.799.698	1.146.472	142.547	16.074.764	386.980	1.552.093	56,56
Novembre	5.292.759	4.740.941	2.767.782	1.520.245	270.147	15.724.028	382.612	1.428.431	57,22
Décembre	5.294.786	4.332.317	2.921.581	1.506.420	282.120	15.639.772	358.740	1.471.207	55,11
1931 Janvier	5.296.800	4.253.394	3.933.738	1.117.297	235.035	15.579.841	460.384	1.845.884	53,39
Février	5.298.849	4.045.598	3.723.647	1.128.375	221.470	15.120.582	356.924	2.098.895	53,17
Mars	5.305.942	4.046.979	3.547.084	1.192.343	244.523	15.119.481	323.695	1.909.974	53,90
Avril	5.310.613	4.068.889	3.045.790	1.062.662	115.142	15.002.494	397.582	1.741.136	54,72
Mai	5.132.842	4.126.086	2.728.635	1.146.370	187.757	14.818.322	300.082	1.516.991	56,74

Taux d'escompte } actuel : 5,50 %, depuis le 19 mai 1930.
précédent : 6 %, depuis le 24 avril 1930.

